

# LIBERTÉ OUVRIÈRE

UN JOURNAL ANARCHO-SYNDICALISTE



# À propos de ce journal

Le journal *Liberté Ouvrière* est un projet de diffusion des idées, réflexions et pratiques anarcho-syndicalistes.

Certains textes sont exclusifs (grâce à de généreuses contributions), d'autres sont déjà publiés sur le web. Quelques-uns sont tirés de journaux ou de livres parus il y a quelques décennies déjà, mais rien n'a été écrit il y a plus de 40 ans. Par exemple, deux textes ici sont parus en 1982 dans le Journal *Dissidence*, le seul journal spécifiquement anarcho-syndicaliste de l'histoire du Québec. Les arguments et réflexions qui y sont exprimés sont aujourd'hui toujours d'actualité.

Pour les personnes qui ne connaissent pas beaucoup l'anarcho-syndicalisme, ce sera un bon moyen de découvrir les notions de bases.

Pour les personnes plus militantes, voire même déjà convaincues, ces textes vous feront, on l'espère, découvrir de nouvelles opinions, de nouvelles perspectives qui feront avancer les luttes. Si un projet d'organisation anarcho-syndicaliste au Québec vous anime, entrons en contact pour aller de l'avant ensemble.

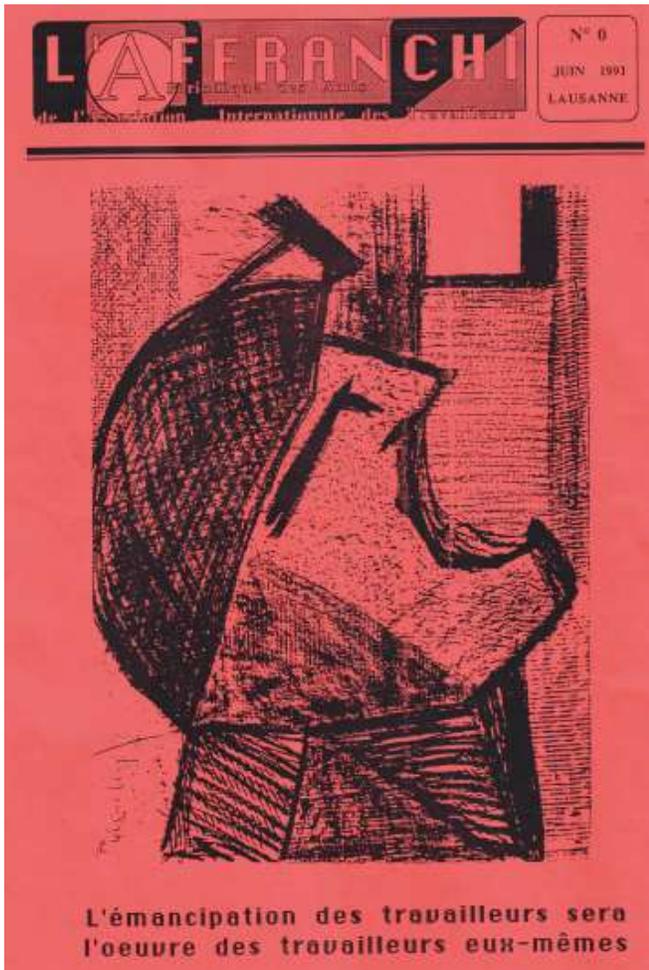
Comme l'objectif est de diffuser le plus possible, vous pouvez écrire à [journal\\_liberteouvriere@riseup.net](mailto:journal_liberteouvriere@riseup.net) pour avoir des copies gratuites par la poste.

Restez à l'affût des futures activités/parutions en suivant le blogue :

**LIBERTEOUVRIERE.COM**



Premier mai 2014  
CNT-AIT française à Pau



# Pour l'anarcho-syndicalisme

Ariane  
<http://laffranchi.info/>  
Suisse, 2021

Pendant des dizaines d'années, l'anarcho-syndicalisme a été décrié comme anachronique, « idéologique », survivance d'un passé révolu... L'avenir était au trade-unionisme, au syndicalisme « politiquement neutre », au nouveau compromis fordiste. Certains imaginaient – y compris au sein des libertaires – qu'une transformation graduelle des rapports de production capitalistes se produirait grâce à la participation des « représentant-e-s » des salarié-e-s à des organismes paritaires tels que les comités d'entreprise... De fait, de telles institutions se sont mises en place dans des pays où la combativité ouvrière était importante. Elles ont souvent permis l'intégration des militant-e-s les plus dynamiques à la logique du système et favorisé la démobilisation de la base.

Désormais, le temps n'est plus au compromis. Le mouvement ouvrier connaît défaites sur défaites. La perspective d'une amélioration progressive des conditions de travail a volé en éclat. De réformes du travail en réformes des retraites, les « acquis » disparaissent les uns après les autres. Le modèle du syndicalisme « neutre » reposant sur la solidarité « mécanique » de gens rencontrant la même condition d'exploitation, entraînés par une avant-garde de syndicalistes professionnels est désormais dans l'impasse.

## Atomisation et précarité

Avec les délocalisations et le développement de la sous-traitance, les bastions ouvriers dans lesquels existait

une tradition de lutte se sont rarifiés. Le monde du travail s'est complexifié avec le développement des franchises, des auto-entrepreneurs, des start-up... qui s'accompagne d'une précarité de plus en plus généralisée, y compris dans le secteur public en proie aux mesures d'économie et aux privatisations.

Les statuts des salarié-e-s sont toujours plus diversifiés : fixe ; à temps partiel ; sur appel ; intérimaire ; stagiaire ; autonome... De plus en plus souvent, les personnes qui se côtoient sur un lieu de travail appartiennent à des sociétés différentes, sont détachées pour de courtes missions, etc. Avec la crise sanitaire, l'atomisation du monde du travail s'est brusquement aggravée : télétravail ; essor des livraisons à domicile (ubérisation) ; chômage partiel ; licenciements massifs... Une restructuration d'une ampleur sans précédent est à l'œuvre.

Cela s'ajoute aux méthodes de management qui favorisent la division au sein des entreprises : les conditions de travail et salariales sont individualisés en fonction des performances et des objectifs fixés à chacun-e par la hiérarchie ; le personnel est soumis à des auto-évaluations visant à lui faire intérioriser la logique patronale et à augmenter sa productivité. Ces entretiens périodiques permettent aussi aux cadres d'identifier les problèmes et d'anticiper le mécontentement... Bref, tout est mis en œuvre pour contrer la résistance ouvrière.

## **Casser les règles du jeu**

D'un autre côté, pour beaucoup de militant-e-s anarchistes, le monde du travail a cessé d'être le lieu central de la transformation sociale. Les mobilisations autour des questions environnementales, du territoire (squats, ZAD), contre la répression et les discriminations (intersectionnalité) occupent toute la place. Pourtant – sauf exception – la plupart d'entre nous sommes confronté-e-s à l'exploitation et au salariat, sous une forme ou une autre. Nos critiques radicales du système capitaliste, du patriarcat, de l'autoritarisme... devraient-elles épargner le monde du travail ? Ce serait une erreur de renoncer à agir sur ce terrain quand la nécessité ou l'occasion se présentent. Tout comme s'en est une de confier la défense de nos conditions de travail à des spécialistes autoproclamés « syndicalistes ».

Vouloir faire tenir ensemble anarchisme et syndicalisme a toujours été une gageure. Contrairement à celles et ceux

qui pensent qu'il faut imiter les organisations réformistes en recherchant l'adhésion des masses, en proposant une organisation « clé en main » sur le marché syndical, nous considérons qu'il faut mettre les problèmes rencontrés sur nos lieux de travail à l'agenda des collectifs auxquels nous participons. Il s'agit de partager des expériences et des idées et d'obtenir le soutien des militant-e-s que nous côtoyons dans nos luttes présentes, en suivant la devise : « aujourd'hui pour toi, demain pour moi ».

Le monde du travail est celui de la conflictualité. Les législations sociales, le droit du travail et toutes les protections garanties, en théorie, par les États sont susceptibles d'être contournées – et le sont de plus en plus. Il existe au sein de la classe ouvrière et du salariat en général une aspiration au protectionnisme qui s'exprime par des exigences de préférence nationale, qui font de l'immigration un bouc émissaire commode. C'est une raison de plus de ne pas laisser ce terrain aux politiciens qui exacerbent les sentiments nationaux et identitaires et d'y diffuser nos valeurs internationalistes. Évidemment, c'est plus facile à dire qu'à faire, mais c'est aussi là où les anarchistes se font connaître en s'impliquant dans les luttes, que la perspective de mener à bien des actions sur le lieu de travail a le plus de chance de réussir.

À l'heure où il apparaît de plus en plus clairement que le système capitaliste va dans le mur, avoir une perspective « finaliste », un projet de société, constitue un avantage : qu'il s'agisse de dénoncer les entreprises dangereuses et polluantes et de proposer des activités alternatives ; de discuter le contenu et l'utilité de nos activités professionnelles ; de mettre en pratique des formes d'organisations horizontales et fédéralistes, où la rotation des tâches et le mandat impératif préfigurent l'organisation de la société que nous voulons ; ou simplement de refuser d'organiser les corps répressifs (policiers, gardiens de prison...).

L'anarcho-syndicalisme est mieux armé pour répondre aux défis de notre époque que le syndicalisme « neutre » qui défend le statut quo, car des changements radicaux sont inévitables et nécessaires. Ces temps difficiles sont aussi favorables aux idéologies délétères, raison de plus pour prendre notre place sur le terrain de la lutte des classes.



# L'anarcho-syndicalisme : les principes

*D.R.  
Journal Dissidence  
Québec, 1982*

**1)** Le syndicalisme révolutionnaire (ou Anarcho-syndicalisme) est basé sur le concept de la lutte des classes. Et c'est grâce à l'union des travailleurs (euses) (manuels et intellectuels) dans un syndicat que toute lutte peut aboutir.

Un syndicat devrait être une organisation à caractère économique qui s'emploie à améliorer les conditions de vie des ouvriers (ères) tout en cherchant à éliminer cette forme d'esclavage qu'est le salariat, la domination du capitalisme et de l'État. Les objectifs de l'Anarcho-syndicalisme sont de réorganiser la vie sociale sur des bases de liberté ET de socialisme (car il ne peut y avoir de vrai socialisme sans liberté) grâce aux actions révolutionnaires de la classe ouvrière elle-même. C'est uniquement avec des organisations de type économique que les producteurs (trices) peuvent réaliser leurs aspirations, car ce

sont eux (elles) seul(e)s qui créent et construisent... Contrairement aux parasites que sont les partis politiques de droite ou de gauche.

**2)** L'Anarcho-syndicalisme cherche à abolir, à travers l'action radicale des syndicats, le pouvoir de tous les partis, du capitalisme et de l'État. Ces syndicats doivent être des fédérations libres de conseils ouvriers autonomes et bien organisés, regroupés en confédérations chargées d'administrer une société autogérée à tous les niveaux.

L'Anarcho-syndicalisme est l'ennemi mortel de toute centralisation de pouvoir, de toute bureaucratie et de la « dictature du prolétariat ».

La société que désirent les anarcho-syndicalistes en est une sans guerres, classes ou états.

### 3) L'Anarcho-syndicalisme a deux buts

– A court terme : l'amélioration immédiate des conditions économiques, sociales et intellectuelles de la classe ouvrière.

– Mais son objectif à moyen terme est la prise de contrôle de toute l'économie : grâce à l'auto-gestion, les ouvriers (ères) peuvent développer systématiquement une économie fondée sur le consentement réciproque des différents secteurs de la population, afin d'établir une production et une distribution égalitaires de ce qu'une société libre peut avoir besoin.

**4)** L'Anarcho-syndicalisme rejette toute forme de parlementarisme des partis politiques. Les élections dans ce cadre ne sont que de sinistres farces. Le parlementarisme dit démocratique est une invention des bourgeoisies, commerçantes et industrielles des deux derniers siècles. C'est uniquement grâce à sa puissance économique que la classe ouvrière peut s'affranchir du capitalisme. L'État est un monopole créé artificiellement afin de veiller et de protéger ses intérêts et ceux du capitalisme. Si le vote pouvait réellement changer quelque chose, il serait illégal.

L'État absorbe et détruit toutes les énergies créatrices de la population et s'ingère dans la vie privée au nom du « bien commun ». Il nous prive systématiquement du contrôle de notre vie quotidienne.

**5)** L'Anarcho-syndicalisme se sert de l'action directe. Ce qui implique que les anarcho-syndicalistes ne recherchent pas la reconnaissance des patrons ou l'accréditation de l'État. Les victoires temporaires sont obtenues avec le pouvoir, l'influence et le militantisme des syndiqué(e)s.

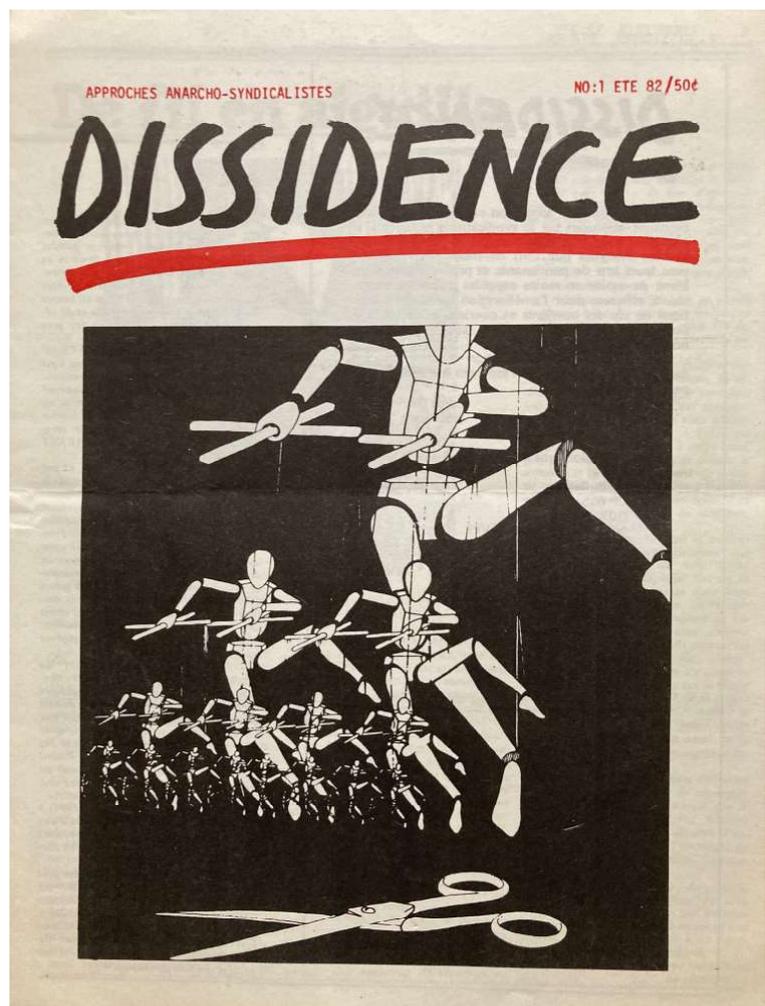
Pas de marchandage avec les patrons, pas de conventions signées. L'amélioration des conditions de travail sont le résultat des grèves, boycotts ou sabotages.

Comme les conditions de vie peuvent se détériorer à tout moment: finies les interminables procédures de griefs...

L'action directe la plus importante est la grève générale et expropriatrice (proposée d'ailleurs en premier lieu par les anarchistes). Elle a lieu lorsque la majorité des travailleurs (euses) d'une région décident d'y participer. C'est en fait une révolution sociale car le contrôle économique passe alors chez les ouvriers (ères).

Une révolution sociale n'est pas une révolution politique (qui, en fait, n'est que le transfert du pouvoir d'une minorité à une autre), mais une révolution totale. Tout pouvoir centralisé est aboli et le contrôle de l'économie passe aux mains des producteurs (trices) à travers les fédérations de syndicats coordonnés localement et régionalement.

Ces cinq principes ne sont qu'une approche sommaire de l'Anarcho-syndicalisme. La différence fondamentale entre cette approche et les autres est que tout le pouvoir reste aux mains des ouvriers (ères) manuels ou intellectuels, et personne en dehors de ces organisations libres, parlement, partis politiques, ou armées, n'a de contrôle sur nous...





# Vers l'anarcho-syndicalisme : quelques pistes

*Marcel Hubert  
Journal Dissidence  
Québec, 1982*

Le syndicalisme est un moyen extrêmement important pour faire valoir collectivement les revendications en milieu de travail. Malgré ses faiblesses quasi dramatiques, il demeure un véhicule essentiel dans notre désir de cheminer vers un changement. Le véhicule est évidemment très lent, et il recule parfois, mais c'est notre responsabilité de le mettre en état de fonctionnement si on veut continuer notre route vers nos objectifs.

La société capitaliste confine les citoyens dans les milieux de travail et dans les quartiers. Le quartier, c'est le dortoir de l'usine. Il faut donc encourager l'organisation des citoyens dans les milieux où ils vivent: les usines et les quartiers. Comment? Par les conseils de quartiers et les conseils ouvriers. Ce ne sont pas là les seuls lieux d'organisation, mais ils constituent les plus importants parce que la très vaste majorité des gens s'y retrouvent.

Le conseil ouvrier, c'est le syndicalisme. L'action syndicale permet dans une très large mesure de réaliser nos idées libertaires, et ce de façon beaucoup plus satisfaisante que dans plusieurs autres lieux d'intervention. Le mouvement syndical, que nous souhaitons indépendant de toute attache politique, représente une source de pression privilégiée (par la masse) et permet de réaliser dans le quotidien les idées d'autogestion, de prise en main de nos organisations. C'est en quelque sorte un laboratoire qui permet de développer les capacités de gestion de nos affaires à l'opposé de la société capitaliste, qui encourage à outrance la délégation de pouvoir.

Il est important de préciser que le mouvement syndical n'est pas le seul lieu où on peut expérimenter les idées libertaires, mais son originalité réside dans le fait qu'il constitue le chemin le plus court vers le changement

que nous souhaitons. La prise en main par les travailleurs des moyens de production laisse espérer tous les changements.

## **Le monopole syndical**

L'État a fixé de façon très rigide le mode d'organisation des syndicats, ainsi que tous les rouages, les plus insignifiants soient-ils, qui constituent tous un frein à l'exercice spontané et efficace de la solidarité. Cette dernière constatation est le fil conducteur, la seule logique des lois du travail.

Pour qu'un employeur soit tenu par la loi de négocier de « bonne foi » avec ses employés, il faut que ces derniers soient accrédités. Ceci veut dire que 50 % plus un (1) des travailleurs qui font partie du groupe visé doivent avoir adhéré à la même organisation syndicale. Si trois (3) syndicats se partagent la totalité à parts égales, il ne peut y avoir de syndicat accrédité. De plus, toute organisation ouvrière qui dépose une requête en accréditation doit soumettre au gouvernement une copie de sa constitution. C'est un moyen de plus aux mains de l'État pour empêcher la syndicalisation; on vérifie si le syndicat a respecté sa constitution.

Lorsque finalement une organisation représente les travailleurs, l'État lui octroie un monopole pour la durée du contrat négocié. Il s'agit de garantir à l'employeur la « paix industrielle ». Les syndiqués ne peuvent rappliquer durant la durée de la convention collective sous la bannière d'une organisation différente. Pour boucler la boucle, il faut préciser que toute action collective qui viserait à ralentir ou arrêter la production est interdite pour la durée du contrat. Les revendications « menaçantes » sont très bien encadrées. Elles suivent immédiatement la période dite de maraudage où les travailleurs sont laissés en pâture aux syndicats affamés d'augmenter leur membership de nouveaux membres.

## **Rappel historique**

Il est important, à ce moment, de rappeler que le mouvement syndical, premièrement illégal a dû être reconnu à cause de l'importance qu'il a prise. Interdit, il est devenu toléré. À ce moment, les travailleurs pouvaient se regrouper et faire valoir leurs revendications comme ils l'entendaient. On était témoin de toutes les formes de contestation, puisqu'aucun cadre légal rigide ne troublait les affrontements (nous voulons dire ici que les lois du

travail n'existaient pas dans leur contenu raffiné). Ce qui existait, c'était un pouvoir réactionnaire appuyant le patronat. On s'est vite rendu compte des problèmes que posaient les travailleurs par leurs actions spontanées. On a donc inventé le grief, le contrat de travail d'une durée déterminée. Finie la négociation permanente. On ne pourra revendiquer qu'à des moments très précis que les employeurs prévoient des mois et des années à l'avance. On perdait l'effet de surprise et l'avantage du choix du moment. Pour illustrer ce problème, il suffit de penser aux grèves dans l'industrie du papier sur la Côte Nord: on sait en partant que la grève durera au moins trois, cinq ou sept mois en raison des produits déjà stockés. Et le drame est qu'il faut faire la grève, sinon les conditions de travail régressent.

En plus de contrôler les syndicats dans le temps, l'État les encadre dans l'espace. On garantit à l'employeur qu'il n'y aura qu'un seul interlocuteur reconnu c'est-à-dire le syndicat accrédité. Plusieurs conventions collectives prévoient même qu'il est interdit à l'employeur d'utiliser un autre canal que l'agent négociateur reconnu pour discuter des affaires syndicales-patronales. Cette apparente concession aux organisations ouvrières sous-tend l'obligation faite à chaque travailleur d'adhérer, ou à tout le moins cotiser, au syndicat « reconnu ». Les organisations ouvrières sont finalement corrompues par l'appât des cotisations et perdent de vue leurs fins, reliées par les moyens!

Et la loi assure un fonctionnement des syndicats à l'image de la société: la majorité simple décide de tout et la minorité plie ou casse. La démocratie c'est l'oppression absolue de la minorité. Les libertaires disent non. Ils disent un non encore plus vibrant lorsque ce principe pourri a pignon sur rue dans les organisations où ils croient qu'une évolution est nécessaire.

## **Le changement s'impose**

Si on le veut, on peut dès maintenant entamer dans nos syndicats une réflexion qui doit mener à la dissolution du monopole syndical, de l'oppression de la minorité.

Je veux ici insister sur l'urgence de croire à ce que beaucoup s'accordent si facilement à qualifier d'utopie. Au point de départ, l'utopie c'est ce que le pouvoir essaie de nous empêcher de réaliser. Ensuite, la simple détermination des militants et militantes peut briser le fameux barrage

psychologique que constituent les lois : on entend trop souvent des camarades sincères affirmer qu'une bataille contre une loi est une bataille inutile. À ce moment là, ayons le courage d'avouer qu'on ne veut pas se battre. Des expériences ont déjà été vécues au Québec par des militant/e/s qui voulaient briser le monopole syndical. Des projets ont été écrits, les obstacles ont été repoussés : le tout ne reposait que sur le désir des syndiqués, mais les conjonctures favorables sont brèves et le tout est en veilleuse.

La pluralité syndicale existe en Europe : il n'est pas impossible de respecter chacun dans le monde syndical !

## **La liberté de cotiser**

Sur quoi repose le principe que nous soyons obligés, dès notre embauche chez un employeur, d'adhérer à un syndicat qui a obtenu une majorité d'adhésion des travailleurs, il y a 2 ans, 6 ans ou 20 ans ? Quelle est la logique qui me force à payer le salaire de Louis Laberge ? Pourquoi être obligé de devenir membre d'une organisation dans laquelle on ne croit pas ? Évidemment, on dira que cela est un discours antisyndical très près des idées patronales. À ceux-là, il faut dire qu'une organisation syndicale forte repose premièrement sur la libre adhésion de ses membres, sur le choix de chacun de militer où et quand il l'entend.

Tous s'accordent à dire que ce sont les organisations syndicales qui maintiennent et alimentent leurs rivalités. On dit aussi que les intérêts des travailleurs sont les mêmes. Quelque soit notre adhésion syndicale, rien ne nous empêche de lutter avec les autres pour l'amélioration de notre sort, pour le renversement de la dictature patronale dans les milieux de travail où nous gaspillons nos vies. À notre choix, nous pouvons porter la lutte à d'autres niveaux (régional, national, international).

Bref, chacun doit avoir le pouvoir de choisir son organisation syndicale et à l'intérieur de celle-ci le ou les niveaux où il souhaite participer activement et financièrement.

## **Briser l'accréditation**

Il faut aussi et surtout remettre en question le phénomène de l'accréditation. C'est un artifice inventé par le pouvoir pour encadrer les travailleurs.

Évidemment, on nous parlera de la sécurité d'emploi, du droit au grief. On valorisera les cadeaux du système qui ont pour but de nous mieux contrôler. En général, les enjeux importants face à l'employeur ne peuvent pas faire l'objet de griefs. De plus, le grief est une forme de contestation bureaucratique des plus passives par laquelle on remet notre sort dans les mains d'un arbitre défenseur du pouvoir. Les quelques victoires remportées à travers le grief ne servent qu'à maintenir une crédibilité minimale afin de perpétuer l'imposture.

Quant à la sécurité d'emploi, il faut rappeler que trop de travailleurs qui se sont tenus debout ont été abandonnés par les autres sous prétexte que le grief était gagné d'avance et que les suspensions ou congédiements seraient annulés. Évidemment, les syndicats poussent les hauts cris face à un congédiement et on se tait quand l'employeur parle de mise à pied.

En résumé, le syndicalisme est le regroupement des forces vives en milieu de travail (ce qui inclue les sans-travail) et il est de plus un moyen de lutte à tous les niveaux de notre vie. Les syndicats sont nos organisations, et nous devons les contrôler, en marche vers les changements radicaux que nous souhaitons.

À la fin de cette première partie, il est nécessaire de réaffirmer que malgré les nombreuses contraintes et les limites tellement apparentes, nous n'avons pas le choix.

## **L'action**

Nous pouvons contrôler nos organisations. Nous devons être indépendants des partis politiques. Nous devons attaquer le système dans son centre nerveux ; la production des biens et des services. Nous devons expérimenter la gestion dans nos propres organisations et discuter nos projets avec les autres travailleurs.

Mais les lieux d'intervention sont tellement nombreux, les gestes à poser innombrables, qu'on ne sait pas par quel bout commencer. Quelles sont les priorités d'un libétaire ?

## **Autonomie**

Il est primordial que nous visions le développement de l'autonomie des travailleurs dans les luttes. Il faut briser la dépendance à tous égards qui nous étrangle.

Dans un premier temps, l'éducation syndicale est un moyen important dans le but de briser le mythe de la connaissance, du monopole du savoir détenu par les permanents. Les militants doivent parvenir à interpréter leurs conventions collectives, connaître la structure syndicale, prévoir les réactions patronales. Ce que nous pouvons appeler la prise en main du syndicalisme quotidien à court terme. De plus, il faut développer les idées de représentation plutôt que celles de délégations. Un représentant syndical ne peut aller au delà des mandats reçus. On doit le rappeler à l'ordre aussi souvent que nécessaire. Trop d'organisations syndicales se permettent de parler au nom des travailleurs sans les consulter au préalable. Ça doit devenir un réflexe normal d'aller chercher un mandat avant de parler.

## Décentraliser - abolir les chefs

Les syndicats sont très hiérarchisés, et, dans ce sens, ils sont à l'image de la société. Il nous faut briser le rôle des chefs, des leaders. Décentraliser le fonctionnement, au point où personne ne contrôle. Il nous faut des comités de coordination. Éviter d'asseoir des individus à des postes à long terme. Les statuts doivent défendre les réélections perpétuelles. Les délégués doivent être révocables en tout temps. Bref, il nous faut inclure dans nos statuts toutes les dispositions possibles qui assurent un fonctionnement aéré. On étouffe dans nos structures !

Et dans cette période de transition, vers un syndicalisme nouveau, encore empreint d'idées vieillottes et traditionnelles, les libertaires seront beaucoup plus efficaces à la base, comme militants vigilants. La délégation du pouvoir marque encore trop notre syndicalisme. Il ne sert à rien non plus de convaincre les gens de nos idées en occupant les postes de prestige. Il est plus sain d'intervenir en qualité de membres. Il ne doit pas y avoir de chef libertaire !

## Quelques principes

En pratique, dans les luttes quotidiennes (grèves, occupations, manifestations) les libertaires défendent certaines stratégies précises:

1. Nous sommes contre les chefs qui deviennent les représentants auprès du pouvoir et qui trop souvent sont manipulés et finissent par servir les fins des pouvoirs (chef de grève, qui contrôle la foule à la place des flics);
2. Nous ne croyons pas aux martyrs: on fait passer les consignes par des personnes différentes sur une base régulière pour ne pas « brûler » aucun militant;
3. Les décisions se prennent en comités élargis. Une participation accrue des militants aux décisions stratégiques entraîne un militantisme beaucoup plus fort. On n'a rien à se cacher entre nous.

## L'action directe

En dernier lieu, il est important d'aborder le phénomène de l'action directe. Il n'existe pas seulement les grèves passives comme moyens de luttes. Il y a aussi le sabotage (on peut se fier sur les travailleurs dans ce domaine, ils connaissent à merveille les faiblesses des chaînes de production ou du fonctionnement de leur entreprise), les ralentissements de travail. La grève spontanée, imprévisible, très souvent courte, prend l'employeur, au dépourvu.

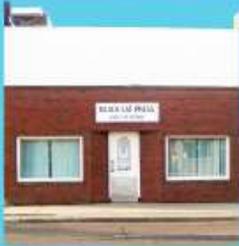
Ces quelques moyens déjà fort connus ne constituent pas une liste complète, évidemment. Ce qu'il faut en retenir, c'est que les travailleurs eux-mêmes doivent décider de leurs actions. Cette dernière idée est primordiale, et sans le respect de la liberté de chaque individu vers les changements que nous souhaitons, tout ne devient que manipulation.

---

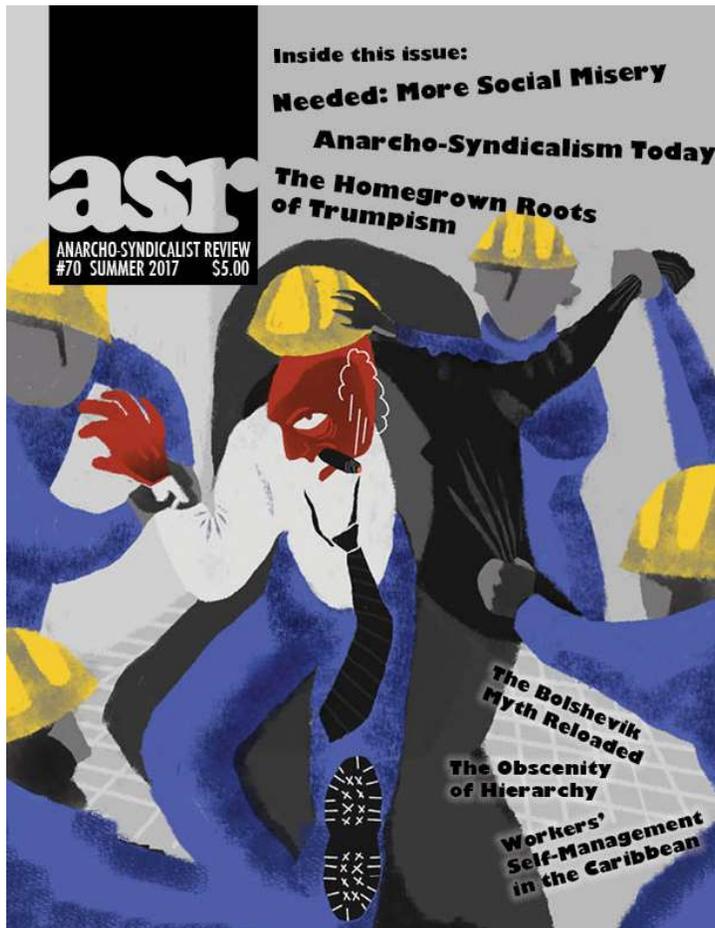


<http://www.blackcatpress.ca/>

# BLACK CAT PRESS



**Anarchist and anarcho-syndicalist books printed in Edmonton, Canada**



# Anarcho-syndicalism Today

*Jon Bekken  
Anarcho-syndicalist Review #70  
USA, Summer 2017*

Let's start at the beginning. What is anarcho-syndicalism?

Anarcho-syndicalism originated as a current in the broader anarchist movement that saw a need to return to the movement's roots in working-class struggles, as they developed in the First International.

Anarcho-syndicalism seeks to address two related issues: how do we administer the free society which is our long-term goal, and what do we do here and now, both to spread our ideas and organization and to move toward that goal by building our power on the job.

Too many have a strict separation between their daily activities and their professed goals. Thus, we see so-

cialists who claim to believe in a stateless society in which workers organize and administer production for the benefit of all engage in a wide variety of tactics from militarily seizing control of the state and instituting a ruthless dictatorship to standing in elections to serve in the capitalist state apparatus on the most tepid of reform platforms. Even if these efforts prove successful, they can by their very nature do nothing to bring us closer to the claimed objective. (I leave to the side the question of whether their actual goals might be more in line with the tactics and measures they pursue, whether as a result of self-deception or deliberate misrepresentation.)

When anarcho-syndicalism took shape, there was a widespread focus in anarchist circles on purely agitational

and educational activities which, while surely useful in their own right, do not address the pressing question of how we emancipate ourselves from our present exploitative and repressive society. It is almost as if the new society would descend from the heavens, ready-made, once we have prepared our souls to receive it.

Anarcho-syndicalists argued that anarchists needed to reorient our work to the labor movement, to building revolutionary unions that will simultaneously struggle for better conditions today, build our power so that we might rid ourselves of the capitalists and their state tomorrow, and administer the free society in the future. In the words of the old IWW Preamble, in building revolutionary unions we are «building the new society in the shell of the old.»

This is anarchist unionism, but not in the sense of a union structured much like any other union, but linked to or controlled by anarchists – instead of, say, socialists or Democrats. Many unions around the world are linked to political parties or religions. While there are some professed anarcho-syndicalists who disagree, it seems clear to me that such an approach compromises both one's unionism and one's anarchism. Rather, the classical anarcho-syndicalist position was to insist on the political independence of the union, and to build unions organized along libertarian lines that relied on direct action in their struggles.

## Revolutionary Unions

Revolutionary unionism is central to the anarcho-syndicalist approach, as it enables us to unite our vision and our practice. And revolution is very much a practice – a process. If we are honest we must admit that a revolution held tomorrow would be a catastrophe. We – and, more importantly, our fellow workers – are not prepared. Not prepared to take over the administration of industry, not prepared to defend the revolution against inevitable attack, not prepared with a working class that shares a common vision of the kind of society we are trying to build.

The revolutionary union is an organization that enables us to confront immediate issues, and to do so more effectively, but it is also a school in which we develop our capacity and trust through exercising our power. We learn how to manage industry by managing our own organizations, and then by contesting power on the job, wresting as much as self-management from the bosses as we can. We make

the road by walking it, and then when we have laid the foundations we will be prepared to usher the capitalists and politicians into their ill-deserved but much-desired (by us, anyway) retirement.

This is of course not easy. Every organization, every movement, has a tendency toward inertia, to letting others take charge, to prioritizing short-term institutional objectives. There is not only the constant struggle with the employers and the state, there are also the pressures of daily life, the need to hold each other accountable, to challenge ourselves to involve our fellow workers in every aspect of the organization so that we do not devolve a separation between leaders and members. In short, we need to take responsibility for our struggles, to structure our organizations in ways that facilitate self-management, and in practice to insist that self-management does not become a mere façade, but is rather a living reality. This is not always pleasant work, but to leave it undone is to invite catastrophe.

So our long-term goals are modest: self-management of industry, abolition of the wage system, a society free of capitalism and the state. In short, a world in which we are free to be truly human, and to live fulfilled lives.

This is what we stand for, but of course we are far from realizing this vision today.

And I was asked to speak to anarcho-syndicalism today.

Anarcho-syndicalist and revolutionary unions are growing in many parts of the world, although they are still a minority. In part this growth is a reaction to the self-evident failure of the political process and of the social-democratic welfare state, which promised to meet our needs without upsetting the capitalists, if only we elected the right politicians. It's easy to find politicians who promise utopia, but actual results may differ.

But this resurgence (if that is not too strong a word) is also a response to the weakness of business unions linked to politicians and committed to class harmony. The failures of class collaboration are clear, and many workers are looking to resist.

The situation is somewhat bleaker in the United States, where, as we know, the unions are competing with each other to pour ever-larger sums into the campaigns of cor-

porate politicians even as they become ever weaker on the job. The U.S. labor law regime, designed to channel labor struggles into safe channels where they can not disrupt business as usual, poses particular obstacles to anarcho-syndicalists. In most of the world, unions represent their members – there is no notion of exclusive representation rights, nor does the government regulate the internal affairs of the unions or encourage or mandate a contractual framework. And in much of the world, workers have separate employment rights against arbitrary firings and such, making the sort of labor repression and discrimination against union activists we take for granted here much more difficult. (Employers are of course not reformable, and so they violate these rights on a daily basis, but it is easier for a small union to survive when the labor law regime assumes continuing employment and allows for the presence of competing workers' organizations on the shop floor.) The U.S. regime assumes stable employment, good faith from employers, and a contractual regime in which business unions deliver a cooperative labor force in exchange for a modest share of the wealth workers create, and promise workers representation and assistance should disputes arise.

This labor relations regime is ill-suited to the realities of today's hyper-exploited workforce. I speak not merely of the fact that many workers now work much more intensively for wages that, adjusted for inflation, are no higher (and often less) than was being paid 50 years ago. We also need to consider the simultaneous explosion of part-time work and demands for limitless hours from those who still have regular jobs; of the growing numbers forced to work multiple jobs to get by; of short-term jobs and constant turn-over, of just-in-time scheduling and stocking; of contracting and subcontracting systems that seek to insulate workers from their employers, to create a welter of overlapping employment relations on the shop floor, to disguise the reality of who we work for in order to make it more difficult to press grievances or to build solidarity with our fellow workers – even to know where we will be working next week or under what conditions.

These conditions leave workers quite vulnerable, but the system also is fragile. Workers scheduled to do the work of two or three people on a few hours' notice do have real power, if they are ready to use it, and can count on the support of their fellow workers. Working at a normal pace, following the bosses' safety regulations, calling in sick (of capitalist exploitation), etc., can be potent weapons in a

workplace deliberately organized to always be on the precipice of collapse.

What we need in order to confront the current workplace reality is a return to earlier models – a direct action unionism based on a culture of solidarity.

We need to combine workplace struggles around immediate issues with large-scale fights. Both should build workers' power on the job. So the revolutionary union might struggle within a given workplace over scheduling, and demand that the work be reorganized to make it safer or less taxing. At the same time, it would raise broader industry-wide or society-wide concerns. Examples might be a fight for shorter hours, a corridor or industry campaign to set and enforce basic labor standards, or the Fight for \$15 movement – but one that combined street protests (which at present implicitly appeal for government action, given the lack of an on-the-job presence) with workplace organization and struggles. A union of coal miners might refuse to dump slag in piles where it will inevitably pollute nearby streams; construction workers might (and in some places have) refuse to build prisons or demolish working-class neighborhoods to build more palaces for the rich.

The IWW's Marine Transport Workers Industrial Union offers an example. In its heyday, the MTW supported a rich network of union halls and publications to reach out to workers in the industry, and to press its campaign for the kind of industry-wide solidarity that could transform conditions. But it also expected members to act union when they were away from port; to hold ship meetings to address conditions, to reach out to crew members who were not yet part of the union, to enforce union standards on a daily basis. If problems arose, union seamen would get word to the union hall, which could follow ships around the world checking to ensure that agreements were honored, call upon longshoremen and other workers for support, and make it clear to owners that the workers were not to be trifled with.

In the 1920s, ships sailing out of Boston were expected to follow menus drawn up by the MTW, which had learned that shipowners left to their own capitalistic impulses would serve the cheapest food available without regard to its nutritional qualities, freshness, etc. If the bosses failed to comply, the firemen who powered the ship's engines would see to it that power was reduced, and the

ship would be met by a union delegation in the next port of call to make sure that the proper supplies were loaded. This was done by telegraph and letters; in the early 1980s the rank-and-file dockworkers Coordinadora in Spain proposed harnessing the power of the internet so that maritime workers in every port would know if a ship was loaded by scabs, what languages the crew spoke and what grievances they had raised when last in port, etc.

The tools for effective communication and organization are at hand, should we organize to use them.

Even a minority union with a significant presence in an industry can use such tools to keep workers in contact, to share information, to develop common standards and

work to enforce them. Such a union would travel with the work and the workers, linking workers around the globe to bring pressure to bear when necessary. Such tools can not of course substitute for solidarity on the job, for talking with and organizing one's co-workers. But the employing class is far from invincible. The simple fact is that we, the workers, do the work. And because we do the work, we are in a position to do it differently, to make sure that work that damages our communities or our planet is not done, to collect and share information, to build links with suppliers and customers.

The power lies in our hands, if we are prepared to organize to use it. That is the challenge facing anarcho-syndicalists today.



**[HTTP://SORTIRDUCAPITALISME.FR](http://sortirducapitalisme.fr)**

*Sortir du capitalisme est un podcast et un site internet développant depuis janvier 2016 une critique émancipatrice du capitalisme et des dominations associées. C'est également un podcast et un site internet d'histoire critique du capitalisme et des mouvements émancipateurs, d'analyse critique de mouvements et de théorisations pseudo-émancipatrices, et enfin de réflexion autour d'un dépassement libertaire du capitalisme et de toute forme de domination sociale.*

# Le pan-syndicalisme intersectionnel

*Institut de Recherche sur les Mouvements sociaux (IRESMO)  
France, 2017*

Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ont mis en avant le pan-syndicalisme. Néanmoins, il est nécessaire de comprendre comment l'intersectionnalité ou l'imbrication des rapports sociaux conduit à repenser cette notion.

## **Le pan-syndicalisme dans le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme classique**

La conception du pan-syndicalisme signifie que le syndicat suffit à tout et se trouve capable de prendre en compte toutes les questions sociales qui peuvent se poser. Traditionnellement, le pan-syndicalisme a signifié que le syndicat n'avait pas besoin des partis politiques pour prendre en compte l'ensemble des questions sociales.

Le pan-syndicalisme était lié à l'idée de la centralité des usines et du travail dans la transformation révolutionnaire à partir de la pratique de la grève générale comme

stratégie révolutionnaire. À cela s'ajoutait que l'administration des choses devait remplacer l'administration des personnes. De fait, la politique devait disparaître, ce qui impliquait la disparition de l'État et des partis politiques.

Cela étant posé, l'administration des choses, c'est-à-dire la gestion des usines et des affaires économiques en général, devait être prise en main par les travailleurs à travers leurs syndicats.

## **D'une limite du pan-syndicalisme classique...**

Le mouvement féministe matérialiste est venu introduire une limite au pan-syndicalisme classique. En effet, la théorie ouvrière classique a été construite à partir d'une conception du travailleur qui était celle de l'ouvrier. Que ce soit Proudhon ou Marx, ils ont exclu de leur théorie du travail et de l'exploitation, le travail reproductif produit par les femmes.

Les féministes matérialistes ont mis en lumière que l'usine du mode de production capitaliste ne constituait pas le seul lieu de l'exploitation, et que l'exploitation spécifique des femmes avait pour centre l'espace domestique et donc le mode de production domestique.

De fait, la thèse selon laquelle le marché capitaliste du travail était l'unique centre de l'exploitation se trouvait donc mis à mal.

### **...aux limites des théories de l'intersectionnalité**

Les théories de l'intersectionnalité ont pour inconvénient de ne pas nécessairement renvoyer à un soubassement théorique matérialiste. C'est pourquoi les féministes matérialistes préfèrent parler d'imbrication des rapports sociaux. L'approche matérialiste ne se centre pas sur l'exploitation du travail dans le système capitaliste, mais sur l'exploitation et la division du travail dans les différents espaces où elle peut se produire: usine, espace domestique, organisations militantes...

Une autre difficulté des approches militantes qui s'inspirent de l'intersectionnalité, c'est qu'elles peuvent avoir tendance à privilégier la lutte contre les oppressions de sexe et de race, mais en ayant davantage de difficultés à prendre en compte les questions de classe sociale. Le risque, c'est qu'alors les approches intersectionnelles se concentrent sur la promotion d'une bourgeoisie féminine ou/et racisée: c'est l'intersectionnalité telle qu'elle peut apparaître dans les programmes de promotion de la diversité en entreprise.

### **Le pan-syndicalisme intersectionnel**

Le pan-syndicalisme intersectionnel ne consiste pas à nier que l'exploitation et la division du travail peuvent exister en dehors des lieux de production capitalistes. Mais, il part du principe que c'est à travers la question de l'exploitation et de la division du travail dans le marché du travail capitaliste et donc à travers la lutte syndicale que la question des luttes intersectionnelles doivent être posées en priorité.

En effet, il est possible de constater que le marché du travail capitaliste permet d'aborder la lutte contre l'ensemble des oppressions. En effet, le marché du travail capitaliste distribue socialement les individus en fonction

de leur classe sociale, de leur sexe, de leur origine ethno-raciale, de leur sexualité ou encore de leur religion ou de leur situation de handicap.

De fait, en fonction de leur position dans les rapports sociaux, les individus subissent: de la reproduction sociale, du sur-chômage, des discriminations à l'embauche, de l'inégalité salariale, de la ségrégation professionnelle, le plancher collant ou le plafond de verre...

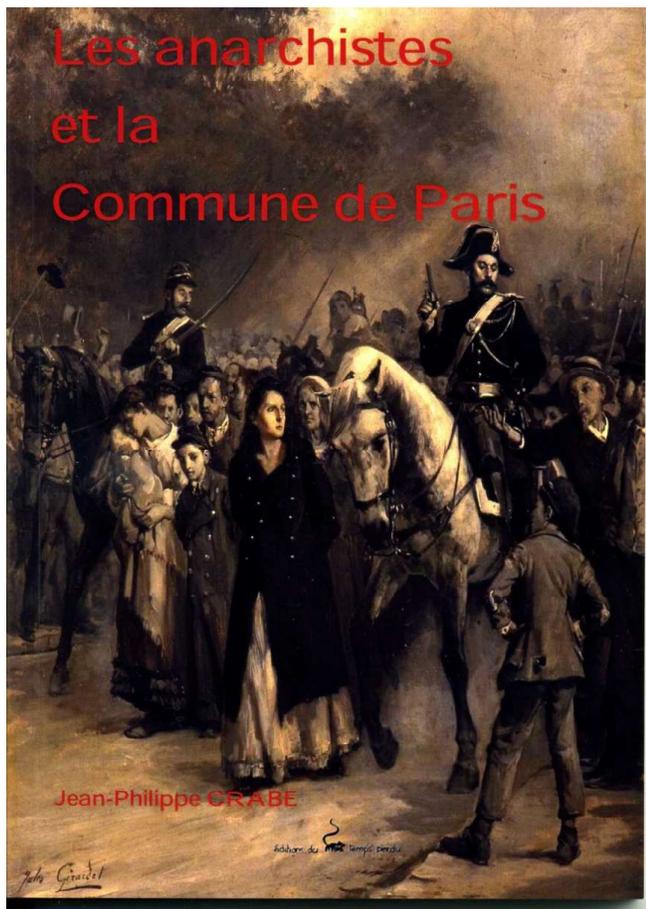
Plusieurs études se sont intéressées ces dernières années à montrer non seulement pour les personnes de classes populaires ou les femmes, mais également pour les personnes ethno-racialisées, pour les personnes LGBT, pour les personnes juives ou musulmanes, en situation de handicap.... comment le marché du travail produit des inégalités et des discriminations.

Appréhender l'intersectionnalité des rapports sociaux à travers le marché du travail capitaliste, comme peut le faire en priorité une organisation syndicale, permet de ne pas centrer l'approche intersectionnelle sur les revendications des représentants bourgeois des personnes socialement minorisées.

Cela permet de mieux prendre en compte l'intersectionnalité des revendications des personnes socialement minorisées de classes populaires.

Les personnes appartenants à la bourgeoisie intellectuelle précarisée peuvent s'allier aux classes populaires, mais pour autant elles ne constituent pas le centre de gravité de la lutte des classes car elles ne constituent pas le groupe le plus socialement dominé.

En une phrase, il est donc possible de souligner que le rôle du pan-syndicalisme intersectionnel est de lutter en priorité contre l'invisibilisation, au sein des approches intersectionnelles, des classes populaires et en particulier des discriminations encore plus grandes que subissent au sein des classes populaires: les femmes, les personnes racisées ou les autres groupes socialement minorisés.



# Les anarchistes et la commune de Paris

*Jean-Philippe Crabé  
France, 2021*

L'Histoire officielle a édulcoré le rôle des anarchistes dans les événements parisiens de 1871, les militants de l'époque ne s'y étaient pas trompés : si la Commune de Paris n'est pas intégralement anarchiste, elle est fortement inspirée par ceux-ci. L'idée même de Commune est fortement liée au développement de la tendance bakouninienne de l'AIT. Un courant socialiste et antiautoritaire marque fortement cette expérience révolutionnaire. Et, à son tour, la Commune a des répercussions sur la construction du mouvement anarchiste.

## **L'influence de la section française de l'AIT**

L'idée de Commune mûrit au sein de l'Association Internationale des Travailleurs qui s'est constituée en 1864 et à laquelle Bakounine adhère en 1866. Avec l'appui de la fédération jurassienne, le révolutionnaire russe

développe une série de théories collectivistes, socialistes et révolutionnaires qui forment le ciment de la tendance antiautoritaire dans l'AIT. Au congrès de Bâle de février 1869, les théories collectivistes l'emportent sur celles des proudhoniens et des marxistes. Lors de ce congrès, outre la dénonciation de la propriété privée, un point fondamental est tranché et concerne l'organisation de la société socialiste :

« dans la société future les syndicats formeront des communes libres, dans lesquelles le gouvernement et la gestion locale seront remplacés par les conseils des délégués des unions professionnelles des travailleurs »

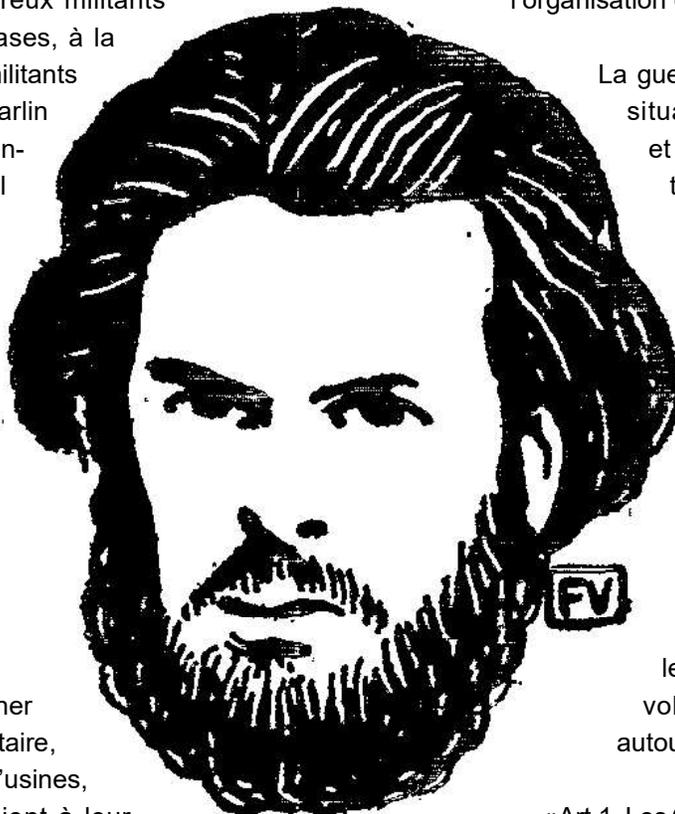
La majorité des militants français sont d'accord avec ce programme. Au congrès de Bâle, un délégué français, Pindy, a défendu la même idée que la délégation belge

à l'origine de la résolution :

« dans la société future les syndicats formeront des communes libres, dans lesquelles le gouvernement et la gestion locale seront remplacés par les conseils des délégués des unions professionnelles des travailleurs ».

C'est que la section française a un repositionnement idéologique, qui privilégie l'affrontement social au détriment de l'émancipation par les coopératives et le mutualisme. Tandis qu'un certain nombre de proudhoniens s'éloignent de l'AIT, de nombreux militants adhèrent sur ces nouvelles bases, à la suite de conflits sociaux. Les militants de l'Internationale, Eugène Varlin en tête (voir image ci-jointe), entament un gigantesque travail de regroupement des sociétés ouvrières dans une seule fédération. Tous les adhérents des sociétés ouvrières ne sont pas à l'AIT, mais les militants les plus aguerris s'y retrouvent souvent, et créent des sections de l'Internationale. Varlin a une idée nette de l'évolution syndicaliste et révolutionnaire de son organisation :

« À moins de vouloir tout ramener à un État centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs d'usines, lesquels directeurs nommeraient à leur tour les sous-directeurs, contremaîtres, etc. , et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchisée de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient, sans liberté ni initiative, à moins de cela nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits aux prix de revient, afin qu'il y ait la réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités (...) Les sociétés ouvrières, sous quelques formes qu'elles existent actuellement, ont déjà cet immense avantage d'habituer les hommes à la vie de société ; et de les préparer ainsi pour une organisation sociale plus étendue. Elles les habituent, non seulement à s'accorder ou à s'entendre,



mais encore à s'occuper de leurs affaires, à s'organiser, à discuter, à raisonner de leurs intérêts matériels et moraux, et toujours au point de vue collectif, puisque leur intérêt personnel individuel, direct, disparaît dès qu'ils font partie d'une collectivité (...) Mais les sociétés corporatives (résistances, solidarités, syndicats) méritent surtout nos engagements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir ; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en association de producteurs ; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et l'organisation de la production » .

La guerre de 1870 bouleverse la situation politique en France et le 8 juillet 1870, l'Internationale est dissoute suite à un troisième procès. Varlin est obligé de s'exiler à Bruxelles. C'est dans ce contexte que les militants de l'AIT doivent se positionner devant la déclaration de guerre de la France à la Prusse, le 19 juillet. Depuis mars 1870, Bakounine et ses amis ont des vues sur la France, ils rédigent même le projet d'un programme révolutionnaire qui s'organise autour des communes :

« Art.1- Les Communes révolutionnaires de Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Rouen, Nantes, etc., ayant solidairement et uniformément préparé et dirigé le mouvement révolutionnaire pour le renversement de la tyrannie impériale, déclarent qu'elles ne considéreront leur tâche comme achevée que quand elles auront assuré le triomphe de la révolution par l'application des principes égalitaires qu'elles professent. En conséquence elles s'unissent fédérativement, se font provisoirement autoritaires et décrètent ce qui suit :

(...) Art ; 13- Les Communes révolutionnaires enverront des délégués partout où ce sera nécessaire, soit pour y faire constituer de nouvelles communes, soit pour y faire exécuter les décrets promulgués. »

L'idée de Bakounine est de profiter de la situation politique et militaire pour lancer un mouvement révolutionnaire qui doit partir de la Province. Bakounine pense en effet que la situation militaire est défavorable à un mouvement partant de Paris. Les Internationalistes choisissent Lyon pour enclencher le mouvement. Les grandes villes de Provinces devant suivre rapidement. Puis les pays où les collectivistes sont en force dans l'Internationale : la Suisse, l'Espagne et l'Italie. Le 4 septembre, la République est proclamée et les prévisions de Bakounine se confirment. Il considère d'ailleurs que la substitution à l'Empire du gouvernement provisoire ne change rien. Il poursuit donc les préparatifs de la Révolution. Appelé par les internationalistes lyonnais, il part pour Lyon où un Comité de salut public s'était installé dès le 4 septembre. C'est finalement le 28 septembre que le plan est mis à exécution.

Mais la tentative insurrectionnelle tourne au désastre devant le peu de détermination de ceux qui avaient appelé Bakounine et Bastelica en renfort. Dans son plan pour exclure Bakounine de l'AIT, Marx a raillé cette initiative, de son fauteuil londonien. À sa suite, bon nombre d'historiens se sont contentés de la mettre sur le compte de « l'aventurisme révolutionnaire » prêté au célèbre Russe, sans chercher plus loin. Cette erreur est préjudiciable si l'on veut comprendre le véritable rôle joué par l'Internationale – et tout particulièrement les collectivistes – dans cette période. Citons l'historien communiste Iouri Steklov, compagnon de Lénine et qu'on ne peut soupçonner de bienveillance vis-à-vis de Bakounine : « Certes, ceux qui ne partagent pas les conceptions anarchistes de Bakounine et de ses partisans peuvent et doivent critiquer ses espoirs sans fondement et sa proclamation de l'abolition de l'État sur le papier. Mais, ses imperfections mises à part, son intervention à cette époque fut une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger contre le système capitaliste (...) En soi, le plan de Bakounine, si on n'en considère pas l'enveloppe spécifiquement anarchiste (...) n'est pas si ridicule. (...) Personne alors n'a proposé un plan meilleur... Il faut dire ouvertement que si, à ce moment-là, il était possible en général d'utiliser la défaite de la France pour réveiller l'énergie des masses et pour tâcher de réaliser un profond bouleversement social, alors le plan de Bakounine convenait pour cela mieux que n'importe quel autre... La Commune de Paris, apparue six mois après la première tentative de Lyon, ne fut qu'une esquisse faible, incomplète et inachevée du projet grandiose qu'avait imaginé Bakounine. »

## **Le courant socialiste et antiautoritaire de la Commune de Paris.**

Les historiens, mêmes anarchistes, limitent trop souvent le caractère libertaire de la Commune à son manifeste, décrit comme arrivé là un peu par hasard, sans grande conviction et à la présence de quelques proudhoniens. La réalité est plus complexe.

Ce manifeste est rapproché de la déclaration du Comité central qui avait pris le pouvoir à Paris. En effet, le 18 mars, le gouvernement de Thiers tente de reprendre les canons de la garde nationale, il s'ensuit une insurrection. Les troupes versaillaises se retirent de Paris et le Comité central, plutôt que de conserver le pouvoir, organise des élections pour faire place à la Commune. Il adresse alors un manifeste à la population parisienne où il déclare : « La Commune est la base de tout État politique comme la famille est l'embryon de la société. »

C'est que le Comité central de la garde nationale est, tout au long de la Commune, un élément essentiel du courant antiautoritaire. Cela s'explique par la présence de nombreux internationalistes, mais aussi par le fait que les bataillons de la garde nationale, restés à Paris, sont issus des quartiers ouvriers et que le fonctionnement interne de la garde obéit aux règles du mandat impératif : les chefs sont élus et le conseil est l'émanation des décisions prises à la base. La garde est également marquée par son histoire : elle est issue de la Révolution de 1789 et représente clairement le peuple en arme. Il ne faut pas oublier que Bakounine comme Proudhon – et tous les socialistes d'ailleurs – ont été marqués par la grande Révolution. Or, lors de la Révolution, le peuple de Paris, les sans-culottes sont fortement influencés par des penseurs, les enragés, qui revendiquent la « vraie égalité » comme Jacques Roux, ou le mandat impératif, comme Varlet. Lorsque les antiautoritaires reprennent ces thèmes, ils ne s'appuient pas sur des valeurs nouvelles pour les parisiens mais sur les principes défendus par leurs grands-parents et que la tradition orale a transmis. Aussi, tout au long de la Commune, le comité central est un contre-pouvoir et s'oppose aux tentatives dictatoriales de la Majorité de membres élus (jacobins et blanquistes) qui veulent, par la création d'un Comité de salut public, créer une dictature.

Au sein du Conseil de la Commune, une minorité de député refuse la dérive autoritaire. Il s'agit de personnalités qui évoluent vers la pensée antiautoritaire comme Arthur

Arnould, de quelques proudhoniens comme Vallès et surtout de membres de l'Internationale comme Thiesz, Frankel ou Varlin.

Nous le voyons, à chaque moment crucial, les internationalistes jouent un rôle important. S'ils n'ont pas été à l'initiative de la Révolution (des militants comme Varlin étaient très pessimistes sur les chances de révolution), ils s'y investissent pleinement. Ce sont eux qui relancent le plus efficacement les administrations communales et les décisions les plus socialistes qui sont prises par la commission du travail et de l'échange sont entièrement leur. Mais il manque à cette Révolution communale un élément essentiel de 1792 : les sections parisiennes. Paris était divisé en 48 sections qui se réunissaient en Assemblées générales, prenaient des décisions et contrôlaient les délégués. Lors de la Commune, il n'existe que les Clubs pour exprimer la volonté populaire, et leurs pétitions restent souvent lettres mortes. L'Internationale n'a pas réussi à se réorganiser collectivement et ses militants sont submergés par le travail quotidien. Le peuple parisien sort de la guerre et n'a pas repris le travail, les Sociétés corporatives ont du mal à se reconstituer. Le plus souvent, c'est le salaire de garde national qui fait vivre la famille. On comprend dès lors que la garde revêt une telle vitalité. Elle regroupe 200 000 parisiens et applique le mandat impératif...

Une des caractéristiques des Révolutions est de voir s'effondrer le régime politique en place. Les initiatives à la base y acquièrent une force momentanée irrésistible parce qu'elles apparaissent très rapidement et réorganisent le quotidien dans les premiers jours. La construction d'un appareil d'État prend plus de temps, il peut sembler

nécessaire à certains lorsque ces initiatives spontanées n'arrivent pas à se fédérer et que la situation militaire fait des contre-révolutionnaires une menace. Mais « lorsqu'au nom de la Révolution, on veut faire de l'État, ne serait-ce que de l'État provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ». Les tentatives de démocratie directe entamées en 1789 et en 1871 sont riches d'enseignements. L'État, même révolutionnaire, cherche toujours à détruire le pouvoir populaire. Il ne suffit pas de décréter la démocratie directe, encore faut-il qu'elle existe, c'est à dire que les assemblées primaires décident réellement.

La Commune de Paris de 1871 est l'héritière de la Révolution Française, ses difficultés internes nous éclairent, mais trop de lumière ne doit pas nous aveugler. La chute de la Commune est le fait de la III<sup>e</sup> République et de Bismarck qui lui fournit une armée, en libérant les bataillons de prisonniers de la guerre de 1870. N'oublions pas les mots du garde national Élisée Reclus : « La Commune a dressé pour l'avenir, non par ses gouvernants mais par ses défenseurs, un idéal bien supérieur à celui de toutes les révolutions qui l'avaient précédée ; elle engage d'avance ceux qui veulent continuer, en France et dans le monde entier, à lutter pour une société nouvelle dans laquelle il n'y aura ni maîtres par la naissance, par le titre ou l'argent, ni asservis par l'origine, la caste ou le salaire. Partout le mot « Commune » a été compris dans le sens le plus large, comme se rapportant à une humanité nouvelle, formée de compagnons libres, égaux, ignorant l'existence des frontières anciennes et s'entraînant en paix d'un bout du monde à l'autre. »

---

« La question sociale » est une émission de radio à Paris dont le podcast du 6 mai 2021 s'intitule "Les anarchistes et la commune de Paris":



*Dans cet entretien, Jean-Philippe Crabé, auteur du livre Les anarchistes et la Commune de Paris (éd. du Temps perdu), montre, à travers une brève reconstitution historique, non seulement le rôle joué par les anti-autoritaires de la Commune qui les distingue des courants jacobin, blanquiste et républicain, mais aussi les pratiques de démocratie directe, avec mandat impératif, qui se sont expérimentées, notamment au sein de la garde nationale. Sans oublier le rôle important des femmes dans ce moment révolutionnaire. Vous pouvez écouter l'émission en cliquant sur le lien suivant :*

**<http://vivelasociale.org/les-emissions-recentes>**



Contre l'État et le Capital Anarchosindicalisme CNT-AIT [sovmadrid.org](http://sovmadrid.org)

# Syndicalisme révolutionnaire

Luis Andres Edo  
Espagne, 1984

Traduit de l'espagnol par Héloïsa CASTELLANOS

*Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières  
Un anarchisme contemporain - Venise 1984  
Les éditions Atelier de création libertaire*

## 1. Définition de l'anarchosyndicalisme

Le discours anarchiste, en soutien de l'option syndicale, a offert des éléments d'une valeur indéniable pour les luttes du mouvement ouvrier. La formulation et la diffusion des modèles anarchistes d'action et d'organisation (l'action directe, l'autonomie, le principe fédéraliste, l'assemblée, etc.) sont des apports de l'anarchisme militant, développés au sein des courants ouvriers révolutionnaires.

Ces apports, repris par le phénomène structural du syndicalisme, ont été appliqués en de multiples occasions, en accord avec les contenus anarchistes, malgré les évidentes difficultés inhérentes à toute transposition de la théorie à la pratique.

C'est un fait rigoureusement exact ; cependant, l'impuissance manifeste de l'organisation anarchosyndicaliste à traduire ces apports dans les faits sans violenter ses contenus anarchistes n'est pas moins vraie. Ce problème est à tel point réel que, constamment, à l'intérieur de la structure syndicale, un phénomène de « redéfinition »

des apports anarchistes se déchaîne, avec la tendance à les dénaturer et à limiter leur projection au seul sillon normatif de l'organisation.

À plusieurs reprises, au sein même de la structure anarchosyndicaliste ont été diffusées des formules dénaturées telles que « syndicat de classe, syndicalisme autosuffisant », qui sont en claire et flagrante contradiction avec les idées anarchistes.

Si ces deux formules l'emportaient, la structure anarchosyndicaliste deviendrait l'élément exclusif de la révolution anarchiste. Et si la réalisation de cette révolution sans la participation des organisations anarchosyndicalistes est impensable, il n'en est pas moins vrai que cette révolution ne pourra pas non plus se réaliser sans la participation de tous les secteurs sociaux qui, en marge de l'option syndicale, oeuvrent pour la réalisation des objectifs libertaires.

Si les tendances qui défendent l'autonomie de l'organisation face au système tombent dans cette « redéfinition »

adultérante créée par les structures, le phénomène d'adultération devient encore plus grave lorsque la « redéfinition » est formulée par ces autres tendances prêtes à accepter l'institutionnalisation de l'anarchosyndicalisme, comme c'est le cas actuellement en Espagne où des militants reconnus, au long passé anarchiste, contaminés par une espèce de plaie (le « syndrome institutionnel » qui dévaste la société civile espagnole) défendent l'institutionnalisation de la C.N.T. ; alors la « redéfinition » atteint une adultération inacceptable.

Une réflexion sereine sur toutes ces contradictions nous conduit à soupçonner que toute définition limite la perspective et que toute structure tend à une « redéfinition » achevée, définitive, exclusive et fermée.

En résumant, nous disons que la structure syndicaliste recueille les apports d'action et d'organisation anarchistes, les interprète et les traduit dans le cadre qui est le sien, mais bien que l'anarchisme offre ces éléments, il n'a jamais formulé une définition de l'anarchosyndicalisme. C'est dans le sein de cette structure syndicale qu'à maintes reprises on a insisté sur une telle définition, surtout pour le différencier d'un certain syndicalisme révolutionnaire brandi par certains partis politiques marxistes, sans que ce désir de se différencier ait pu empêcher l'introduction d'éléments déformateurs.

Nous croyons que la substance anarchiste du syndicalisme ne doit pas être figée par une définition, mais que cette substance doit se signifier par l'orientation et le contenu de son action.

## 2. Impasse du syndicalisme

Lorsque, après la Deuxième Guerre mondiale, sont acceptées par le Système les plus importantes revendications syndicales (sécurité sociale, droit du travail, reconnaissance du syndicat de la part de l'entreprise) qui jusqu'aux années 30 étaient partiellement, mais non universellement reconnues, toutes les grandes organisations syndicales restent, volontairement, intégrées dans le système en tant qu'institutions indispensables pour son engrenage.

D'autre part le processus de négociation des conventions collectives, en particulier dans le secteur industriel, étant soumis à la régulation, à la codification et aux ordonnances de l'Administration gouvernementale - préalablement promulguées par le Pouvoir législatif - il constitue un des

éléments les plus importants, voire indispensable, pour le développement de l'exploitation capitaliste. Les syndicats, en acceptant ledit processus de négociation, facilitent le perfectionnement de l'exploitation des travailleurs.

Le syndicalisme, en s'institutionnalisant, a perdu sa liberté d'action et il a cru la compenser avec une prétendue sécurité sociale et de l'emploi.

Le « licenciement arbitraire » (avec lequel le travailleur perd le droit et la garantie de son poste de travail), la croissante « économie immergée » (moyennant laquelle le patronat escamote le versement des taxes destinées aux prestations sociales des travailleurs) et finalement, la reconversion technologique dont la doctrine est l'augmentation du rythme et du volume de la production et la réduction des postes de travail, sont, fondamentalement, les facteurs qui déterminent l'irrésistible croissance d'une tendance à l'insécurité de l'emploi et à l'insécurité sociale dans les relations de production.

Comme cela peut se vérifier dans ce processus de rigoureuse intégration, le syndicalisme perd sa liberté d'action ainsi que la possibilité de défendre véritablement la sécurité du travail et la sécurité sociale des travailleurs.

Dans ce processus d'intégration s'est développée une contradiction absolument antagonique et irréversible. En effet, les membres qui composent l'appareil syndical sont gratifiés par le Capital et par l'État d'un statut privilégié par rapport au reste des travailleurs, ce qui est le début d'un processus largement développé de soumission de ceux-ci aux appareils. Les structures directes des travailleurs (les syndicats) perdent ainsi leur rôle de protagoniste.

Les « appareils » se substituent au mouvement syndical et l'option révolutionnaire du mouvement ouvrier organisé syndicalement est, une fois de plus, neutralisée. C'est dans ce cadre d'indéniable impasse du syndicalisme, en tant qu'option révolutionnaire, que doit s'analyser le rôle de l'anarchosyndicalisme, seule proposition d'action ouvrière qui résiste à l'intégration.

À ce propos, la première observation critique qui doit être faite est celle d'une organisation anarchosyndicaliste qui centrerait son action sur l'amélioration des revendications syndicales (élargissement des couvertures sociales, baisse de l'âge de la retraite, diminution de la journée de travail, augmentation du temps de repos, extension de

tous les avantages aux secteurs discriminés, etc.), c'est-à-dire dans un élargissement et un perfectionnement de l'application et du fonctionnement des revendications qui ont contribué à un plus grand raffinement de l'exploitation.

L'anarchosyndicalisme se débat donc dans un cercle qui l'enferme : il est impuissant pour avancer vers les finalités de transformation sociales, il continue à être affronté et confronté à l'intégration, en même temps qu'il préconise l'extension et le perfectionnement de revendications qui, objectivement ont facilité l'intégration dans le système du mouvement ouvrier organisé syndicalement. L'impasse de l'anarchosyndicalisme est, elle aussi, indéniable.

Croire que l'impasse du syndicalisme collaborationniste facilite l'essor de l'anarchosyndicalisme est une erreur; l'impasse révolutionnaire de celui-là déclenche un phénomène d'entraînement qui nuit globalement au mouvement syndical.

Mais il est indu de parler de la crise du syndicalisme sans la mettre en rapport avec la crise générale de toutes les institutions et courants de la société civile. Crise qui provoque le même « phénomène d'entraînement » et qui atteint tout le corps social, y compris les organisations, entités et courants anarchistes.

Les critiques anarchistes du syndicalisme devraient se demander si celui-ci est la cause de la crise révolutionnaire, ou tout simplement si son impasse n'est qu'un effet d'une crise générale, qui comprend aussi la crise de l'anarchisme.

### **3. Nécessité d'une structure anarchosyndicaliste**

Malgré l'impasse actuelle, malgré les contradictions et les insuffisances qui se sont manifestées au sein de l'organisation anarchosyndicaliste tout au long de son histoire, on doit rejeter résolument l'idée de sa déstructuration.

L'essor des divers courants de l'anarchisme a eu besoin et continue à avoir besoin d'une organisation vertébrée, stable, capable de catalyser l'action de toutes les options qui se manifestent dans l'anarchisme.

Parmi toutes les organisations que le mouvement a connu, aucune n'a mieux couvert ce besoin que l'anarchosyndicalisme. Là où le discours anarchosyndicaliste ne s'est

pas traduit dans une organisation influente, l'anarchisme n'a fait que végéter. Il est vrai que la fonction catalysatrice de la structure anarchosyndicaliste est aujourd'hui constamment mise en question, mais aucun discours issu du mouvement libertaire n'a proposé la création d'une structure capable de remplir cette fonction. La vertébration organique des Fédérations anarchistes (auxquelles, bien entendu, nous ne nous opposons pas) ne peut en aucun cas être considérée comme substitutive de cette fonction de catalyseur; tout du moins, elle ne l'a pas encore démontré.

D'autre part, et pour répondre à tous ceux qui estiment qu'il n'y a pas besoin d'une organisation structurée, on n'a qu'à se référer aux processus historiques et aux actuels phénomènes sociaux affinitaires, par lesquels se vérifie combien l'anarchisme est inopérant lorsqu'il souffre de l'absence d'une organisation capable de servir de catalyseur.

Si la structure de l'anarchosyndicalisme ne remplit plus cette fonction, il faudra créer une autre forme de structure, mais les critiques ne l'ont pas encore trouvée. Nous croyons donc nécessaire de maintenir l'organisation anarchosyndicaliste.

### **4. Perspectives de l'anarchosyndicalisme**

En fonction d'autres définitions possibles et en donnant une portée non limitative aux influences et perspectives qui peuvent découler de l'organisation syndicale, on peut penser à une action trans-structurale et extra-syndicale en opposition avec une vision simple et exclusivement structurale de l'action syndicale.

Pour démontrer les effets incompatibles entre les deux positions, nous allons nous référer à deux faits historiques (parmi tant d'autres):

1° le 19 juillet 1936, lorsque se produit en Espagne le soulèvement militaire, la C.N.T. aurait été incapable de le faire avorter si elle n'avait compté qu'avec sa structure organique; cela fut possible (en particulier en Catalogne) parce qu'elle avait à ses côtés les secteurs populaires, non intégrés dans aucune structure, mais qui avaient subi l'action trans-structurale et extra-syndicale de la C.N.T. pendant plusieurs années;

2° à partir du 21 juillet 1936, les organes représentatifs

de la C.N.T. se trouvent soumis à un rythme infernal de réunions, *Plenarias* \* et *Plenos* \*, à tel point que les syndicats ne peuvent pas suivre ce rythme sans de sérieuses difficultés de fonctionnement le fédéralisme se fendille, produisant une coupure entre les syndicats et les organes fédéraux et confédéraux, qui pèsera lourdement sur les orientations politiques de la C.N.T. Il se déclencha ainsi une action intra-structurale des organes représentatifs qui, sans doute, facilita le chemin vers la participation de la C.N.T. au Gouvernement. Dans ce cas, particulièrement limite, se manifeste un phénomène intra-structurel, auquel tend toute organisation quand ses organes représentatifs ne sentent plus la pression de ceux qu'ils représentent.

Aujourd'hui, plus que jamais, alors que le syndicalisme se trouve dans une impasse indéniable, il est nécessaire que la structure anarchosyndicaliste développe une action trans-structurale, extra-syndicale et toujours contre-institutionnelle.

#### A. - *Trans-structurale.*

L'objectif fondamental et prioritaire de l'action anarchosyndicaliste doit être d'intervenir dans la situation des secteurs non institutionnalisés (non intégrés à aucune structure syndicale), chaque jour plus nombreux (chômeurs, coopérativisme nouveau et marginal, conflits « sauvages » des travailleurs, sous-secteurs de la production discriminés par « l'économie immergée », etc.).

Même si cela semble paradoxal, on doit éviter de jouer un rôle de protagoniste orienté vers l'intégration dans l'anarchosyndicalisme de tous ces secteurs et sous-secteurs; celle-ci doit être une option libre et volontaire à laquelle on doit accéder sans pressions.

#### B. - *Extra-syndicale.*

L'action extra-syndicale est une façon d'intervenir dans l'activité des mouvements sociaux, culturels, marginaux, dont le signe anti-autoritaire leur donne une orientation anarchisante.

Établir avec ces mouvements des relations d'action d'ensemble, non structurale, en refusant la prétention erronée, visée en Espagne en 1976-77, d'une « C.N.T. globaliste », c'est-à-dire une structure dans laquelle trouveraient leur place, à côté des syndicats, les Athénées, les collectifs, les groupes, les communes, etc. ; nous considérons

inadéquate une telle intégration car elle introduirait au sein de l'organisation anarchosyndicaliste un élément de dé-structuration.

Ce qui est structural et ce qui est a-structural doit jouir d'une autonomie complète dans son fonctionnement respectif; le « pacte fédéral », dans lequel se développe l'organisation anarchosyndicaliste n'est pas applicable à la caractéristique a-structurale dans laquelle se développent ces mouvements; ces deux formes ne peuvent être liées que par un « pacte d'action ».

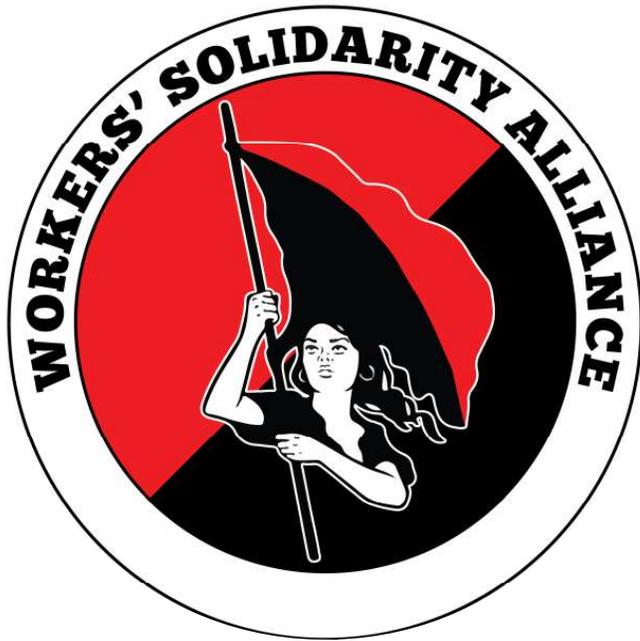
#### C. - *Contre-institutionnelle.*

La présence et l'action de l'anarchosyndicalisme sont nécessaires comme pression constante sur les macrosecteurs ouvriers intégrés, rompant les schémas institutionnalisés dans lesquels ils évoluent. La méthode d'action est l'intervention lors d'agitations, de manifestations, grèves, conflits et négociations, débordant les « appareils » et organismes syndicaux institutionnalisés.

Toute prétention d'introduire des initiatives qualitatives dans le cadre institutionnel, en acceptant de participer à ses mécanismes, est pure illusion. La seule initiative qualitative est de rompre ledit cadre. Au Comité d'entreprise institutionnel, on doit opposer les « délégués d'entreprise », on doit opposer les représentants mandatés par l'assemblée des travailleurs.

Les assemblées de travailleurs (d'entreprise ou dans le secteur de l'industrie) peuvent, il est vrai, prendre dans certaines occasions des décisions en contradiction avec les accords généraux de l'organisation anarchosyndicaliste, mais faire appel à l'assemblée n'est pas seulement un acte ponctuel mais aussi un processus constant de régulation et de rectification des relations entre les travailleurs; malgré les contradictions qui peuvent surgir dans ces situations, l'anarchosyndicalisme peut participer avec de meilleures et de plus amples possibilités dans le cadre institutionnel.

\* Formes de réunions générales représentatives et caractéristiques du mode de fonctionnement de la C.N.T. (note de la trad.)



# A few words about Workers Solidarity Alliance

*Sachio Ko-yin  
USA, 2021*

I was asked to write a few words about Workers Solidarity Alliance, and my own experience in it. I love learning about other radical national level organizations, meeting with members, and sharing how we empower our memberships—how we nurture our internal democracies. So in this spirit, a few words about WSA.

WSA is an Anarcho-Syndicalist organization, and currently has three local Branches, and has members across the country. Our statement of Principles « Where We Stand » and can be found on our website (a link can be found at t). Our magazine Ideas and Action ran in print from 1981 to 1997, and since 2010 has been an online magazine.

WSA was founded in 1984, and Ideas and Action became its official organ. As far as I know, the WSA is the US' oldest continuous anarchist national organization. The WSA enjoys Friends Status with the International Workers Association, IWA/AIT, which was founded in 1922, and is the world's oldest continuous anarchist international. The IWA/AIT's founders included such luminaries as Rudolf Rocker and Augustin Souchy.

I believe historical continuity is meaningful. The impression many activists have of anarchists is that we don't have the wherewithal for long term planning or infrastructure, that we often seem dramatic and ephemeral. I think there's a reason why, when activists are new to anarchism, they're inspired by the Spanish Revolution of the 1930's, and get a feeling of what is possible when anarchism is grounded in realities, in democratic process and infrastructure. It's the heady mix of our high ideals of communal land and worker's direct democracy, with actually participating in history. Organizations with institutional histories can be part of this message, that anarchists do have the wherewithal for long term planning and infrastructure.

About my own story with WSA, how I first encountered it and experienced it: In the early 90's my anarchist comrades in NJ and I were moving toward Syndicalism, and we traveled to NYC to meetings of the old Libertarian Book club. This usually included my mother, who raised me with anarchist ideas, and my partner Melissa. At the LBC meetings we were able to connect with a number of organizations and campaigns. Among these, we encoun-

tered WSA and its NY/NJ local group. The fact that it was a national organization, an active section of the IWA/AIT, was what we were looking for.

In 1994 we attended WSA's National Conference in NYC, and we loved it. We met delegates from around the country and witnessed the democratic decision making process. Ideas and Action was full of inspiring actions and analysis for us. We soon participated with WSA in local solidarity campaigns, including protests for the rights of Nigerian anarchist workers facing repression.

At that time some of us in NJ were also members of IWW, and without doubt we loved IWW, but also craved a worker's organization that saw the social revolution as the alternative to state. From the perspective of our group at that time, while there is a rich tradition of anarchists involved in IWW, IWW did not take a position on the state, leaving this open and undefined. By contrast, we wanted to have this ideal of self management and opposition to the state right up front, inscribed into our day-to-day resistance to capitalism. WSA offered a community where this ideal was explicit from the start.

In 2017 I was a co-founder of the Philly Metro WSA Branch, and this has been a rich time of reconnecting with the Syndicalist movement. Being part of a local branch has helped ground the work of local activism. At branch meetings we report back on our ongoing projects, as well as report back from the goings on of regional WSA meet-ups, national level business, and updates on the International IWA/AIT. Grounded in the local, we can feel the full sweep of what it means to participate in a national organization that enjoys Friends status with the International.

We've participated in local labor campaigns, Occupy ICE (against the child separation at the Border), and solidarity with BLM. Over the years we've also read and discussed the classics of the Anarchist Syndicalist tradition, and worked out for ourselves what syndicalism can mean in our phase of industry, the rise of the service sector, containerization and offshoring of manufacturing. We've examined the ways all of this is reflected in the changes in the social economic hierarchy. We've worked through our understanding of how our work must be intersectional and clarified how social operations such as racism, sexism, and queer-phobia infect our work-lives, and keep us separated and exploited under capitalism.

I know each of us has our own story of surviving the pandemic, and for each of us our story is bound up with what it has meant in the industries for which we work. Speaking for myself, the exploitation of the job market has been deadly; surviving has been back-breaking and extremely unsafe. Family members have fallen ill and some have passed away. Just trying to keep my family safe has been most crucial. Trying to also engage in resistance to capitalism through all of this has been a struggle.

My friendships in WSA across the country have helped me stay active in moving through this dark time. In national meetings of our Labor Committee, members across the country have shared the stories of their local areas' responses to the virus and its impact on their local economies; and what it has meant for them to be essential workers or unemployed, targets both of the virus and the needs of industry.

Once a week we've gathered by Zoom for Write Nite, to work together side by side on articles for Ideas and Action and share our research and organizing experiences. The human element of getting to share our current experiences of the virus in our different geographic areas has been powerful, fueling our study and writing, and encouraging each other to stay active, to garner the strength to resist. Looking back, in some ways for all our projects, I feel that this human element of friendship and mutual support during the pandemic is the most revolutionary of all. I am thankful.

For more information about WSA, Ideas and Action and the IWA/AIT, please follow the links below-

### **Where we stand**

<https://workersolidarity.org/about-wsa/where-we-stand/>

### **Ideas and Action**

<https://ideasandaction.info/>

### **IWA/AIT**

<https://iwa-ait.org/>



# Notes on the life of Eduardo Vivancos 1920-2020

*Almost a century in the Libertarian and Esperanto movements*  
*Reddebrek*  
*2021*

On the 30th December 2020 Eduardo Vivancos passed away at the age of 100. He leaves behind a family and nearly a century of dedication to a number of causes from athletics, Anarchosyndicalism, and minority languages especially Catalan and Esperanto. I think his life is worth remembering and while in the Spanish world his death was followed with numerous tributes and retrospectives, including a feature in *Corredor* a popular magazine dedicated to running, and a lot of friends mourned him in Esperanto texts, he's largely unknown in English. A short blog post I wrote to mark his passing is the first hit when his name is searched in English, though there was also an article in *Fifth Estate* #400 written in 2018 by his fellow Esperantist Xavi Alcalde that serves as a short introduction. Personally, speaking Vivancos's writing was some of the first I read in Esperanto that I could mostly understand that wasn't written as a teaching tool, though Vivancos did dabble in that as well. I guess I can credit Vivancos for pushing me from viewing learning the language as a hobby into something to be taken seriously.

The son of Domingo Vivancos, Eduardo Vivancos was born into a working-class family in Barcelona on the 19<sup>th</sup> of September 1920. Shortly before his fourteenth birthday in 1934 Vivancos left elementary school and became an apprentice. In September of that year Vivancos had enrolled in a worker's school (*Escuela del Trabajo*) which held classes in the evenings. While at the school he mixed with a group of young workers who were members of the Iberian Federation of Libertarian Youth (*FIJL*) which he

would join and shortly after would also become a member of the Student Federation of Free Thinkers (*Federación Estudiantil de Conciencias Libres*).

A year later in 1935 Vivancos joined the *Confederación Nacional del Trabajo* (*CNT*), he would remain a member of the *CNT* for the rest of his life. In 1936 Vivancos looked forward to the People's Olympiad that was being prepared in Barcelona as an alternative to the official Olympics that were being hosted in Berlin. The first piece of writing I read by Vivancos were his recollections of those days when he would go to the training grounds and practice and mingle with hundreds of foreigners from dozens of nations. The enthusiasm made a great impression on him, unfortunately the preparations for the games also marked the beginning of the bloody civil war and the appearance of Franco as a political leader. The games were not only called off by the Spanish army revolt but the games themselves were targeted by fascist sabotage and intimidation during the preparations.

During the Spanish revolution and civil war initially Vivancos focused on his studies, enrolling in the *Popular Encyclopaedic Ateneo* (*Ateneo Enciclopédico Popular*) where among other subjects he was taught Esperanto, and like the Libertarian movement he would remain an active Esperantist for the rest of his life often combining the two in practice. In 1937 the Spanish Republic created a number of *Workers Institutes* (*Institutos Obreros*) a high school system for workers, Vivancos passed the entrance

exams in December 1937 and enrolled, however the war situation continued to degrade for the Republic and so shortly afterwards in 1938 Vivancos together with some fellow Institute class mates volunteered to serve in a battalion of the 26<sup>th</sup> division of the Durruti Column and served at the Montsec front and took part in the battle of Lleida among other operations.

Whilst in the 26th division Vivancos was part of a small teaching and correspondence circle of Esperantists that included the battalion commander Ginés Martínez. At the time most of the Spanish left and libertarian movements had embraced Esperanto and had Esperanto newspapers from the Communist party of Spain, to the POUM the CNT, Anarchists and General government of Catalunya, and were actively using the language to broadcast news to the outside world and contact sympathetic foreigners. In response to this the Esperanto movement in fascist zones would be singled out for bloody repression. An example of this is the fate of the Esperanto club in Cordoba whose entire membership was executed by a Falange party firing squad.

Unfortunately, as we all know the war continued to go badly and the revolution of 36 continued to retreat, by February 1939 Vivancos along with thousands of other committed anti-fascists had to escape Spain to France, he did so on foot crossing the Pyrenees in winter. While in France Vivancos and his family were sent to concentration camps established by the French government for Spanish refugees, he was moved from one camp to another for several years, at one point in 1940 staying in the same barracks as the famous Catalan author and poet Jaume Grau Casas author of Catalan Anthology among many others. The two would communicate almost exclusively in Esperanto, in fact his incarceration and transfers seem to have aided Vivancos in his Esperanto studies and teaching.

The Vivancos family would not be reunited until after the Second World War in 1947, by this time Vivancos had met and fell in love with fellow Spanish exile Ramona Comella, the two were married in Paris on the 5th of December 1945, they had two children, Floreal (1947) and Talia (1948). While in Paris Vivancos joined the World Anational Association (Sennacieca Asocio Tutmonda) or SAT, an organisation of left-wing Esperantists of many tendencies from around the world.

Also, in the aftermath of WWII the Spanish libertarian movement began to reorganise itself and devised strategies to resist the established Franco dictatorship. As part of this process the FIJL had decided to build an international organisation for Anarchist youth, as part of this project Vivancos was made a delegate of the Spanish section, unfortunately this plan did not progress much further due to the global weakness of the Anarchist movement. More substantially was the founding of two Esperanto language newspapers Black Flag (Nigra Flago) and Anti-statist (Senŝtatan) becoming the editor of Anti-statist. This activity would bare some fruit, the correspondence service of Anti-statist was able to exploit a post war relaxation in hostility to Esperanto by the Spanish government and send letters to Spain to reconnect the exile community with family and companions still inside the country. And the contact with foreign Libertarian Esperantists including the Chinese anarchist Lu Chen Bo and the Japanese anarchist Taiji Yamaga led to increased co-operation. In 1963 Vivancos would collaborate with Taiji Yamaga to translate Laozi's Dao de Qing into Spanish titled «Libro del Camino y de la Virtud».

In 1954 Vivancos emigrated to Canada and would remain a resident of Toronto until his death. But while in Canada he maintained his commitment to his causes and opposition to Franco. He became a member of ADEC («Asociación Democrática Española Canadiense») a group for anti-francoist Spanish migrants and exiles, attending protests and organising meetings. Vivancos would finally return to Spain in 1976 after 37 years of exile when the Francoist regime gave way to the democratic transition, and would return to Spain and Catalunya on many occasions. In 1986 he gave a lecture to the 59th Congress of SAT in San Cuget on the 50th anniversary of the Spanish civil war, drawing heavily from his recollections of the atmosphere and conditions of Barcelona and Spain in 1936.

At the end of his life Vivancos received many honours from SAT and the wider Esperanto community, and with nearly a hundred years of dedicated activity including on the frontline it's not hard to see why. But I also find his writing and the way he was able to use Esperanto to support the goals of international solidarity and libertarian resistance quite inspiring too. I said at the start that Vivancos is little known in the Anglosphere, I hope to correct this. In addition to writing up this short memorial I am also translating his Esperanto texts into English and hope others will be inspired.



# L'anarchosyndicalisme aujourd'hui

**Pour une organisation anarchosyndicaliste du XXIème siècle fédérée en réseau**

*Confédération Nationale du Travail - section française de l'Association Internationale des Travailleurs  
2010*

*Version Audio: [https://archive.org/details/faq\\_anarchosyndicaliste](https://archive.org/details/faq_anarchosyndicaliste)*

C'est avec plaisir et enthousiasme que nous avons répondu à la proposition des compagnons du Liberté Ouvrière de participer à cette aventure éditoriale. Nous espérons que cet organe permettra de créer un pont entre anarchosyndicalistes de différents continents. Le débat est plus que jamais nécessaire entre militants, de façon à confronter nos analyses et nos expériences, et ainsi nous enrichir mutuellement et progresser collectivement. Le texte que nous proposons à la critique des lecteurs a été écrit par des militants de la CNT-AIT, section française de l'AIT. Nous pensons que notre contribution la plus utile au projet de ce nouveau journal serait de partager avec les lecteurs l'état de notre réflexion sur ce que pourrait être l'anarchosyndicalisme au XXIème siècle.

Même si la CNT-AIT est une petite organisation fondée en 1946, elle-même l'héritière d'autres organisations qui remontent à la fin du XIXième, notre pratique et en conséquence notre approche doctrinale a beaucoup évolué pendant les 20 premières années du XXIème siècle. L'évolution du Capitalisme nous a en effet amené

à questionner les fondements théoriques et pratiques de l'anarchosyndicalisme, pour voir s'ils étaient toujours utiles et adaptés comme outil de lutte révolutionnaire.

Forgée par le retour d'expérience des luttes auxquelles nous avons pris part, en entreprise comme dans la société, les articles de notre journal « anarchosyndicalisme », les discussions organiques ou les débats militants notamment lors de nos campings d'été, cette réflexion collective a abouti sur une série de questions et de réponses. Elles ne constituent pas d'un dogme figé et indépassable, encore moins d'une vérité. Il ne s'agit que de l'état actuel de notre réflexion collective, que nous soumettons à la discussion critique, voire même à réfutation. C'est une invitation à débattre avec les personnes intéressées par l'anarchosyndicalisme, outil vivant en perpétuel façonnement.

Etant donné la taille limitée de cet article, nous n'exposons ici que les premières questions, espérant pouvoir présenter les suivantes dans les prochains numéros.

## **Anarchosyndicalisme : notre définition (à ce jour)**

L'anarchosyndicalisme est un mouvement révolutionnaire globaliste. Constatant que tous les problèmes (économiques, politiques, sociaux) sont intimement liés, constatant que l'étatisme et le capitalisme génèrent inévitablement oppression sociale, crises économiques périodiques et destruction de la planète, l'anarchosyndicalisme défend la perspective d'un changement radical de mode de vie et préconise une société égalitaire, dont les décisions sont prises et assumées collectivement et dans laquelle la liberté de conscience de chacun est respectée.

L'expérience acquise (en particulier avec la société autogestionnaire et libertaire de la Révolution espagnole) montre que c'est possible !

Dans l'immédiat, groupement de résistance, l'anarchosyndicalisme appelle les exploités et opprimés à prendre directement leurs affaires en main, à agir par eux-mêmes (sans se «reposer» sur des structures, des médiateurs qui les trahiront) et à se situer dans la perspective d'une solidarité de classe.

### **Le syndicalisme doit-il être non-idéologique (neutre) ?**

Tout discours sur les choix de société, que ce choix consiste en un maintien ou un changement, est idéologique. Tout groupe qui poursuit un but social ou politique est mû par une idéologie, qu'il s'en réclame ouvertement ou qu'elle soit implicite. Le syndicalisme n'échappe pas à la règle. Comme les autres forces sociales, il est à la fois production et producteur d'idéologie.

Quand le «syndicalisme» se prétend neutre, non-idéologique, il est soit un simple conglomerat d'individus qui n'ont pas grand-chose en commun (et qu'un débat un peu profond sur quelque problème sociétal d'envergure ferait exploser), soit un conglomerat de gens qui ont tellement intégré l'idéologie dominante qu'ils ne peuvent plus s'y soustraire et qu'ils se satisfont d'un profil revendicatif (éventuellement d'un «syndicalisme de combat») mais sans remettre en cause le principe même de l'exploitation (comme le font aux USA des syndicats hyper-activistes dans la forme mais hyper-réformistes dans le fond), soit - le plus souvent - une courroie de transmission d'un parti politique.

Dans ce dernier cas, le syndicat soit disant non-idéologique a subi en fait un travail d'anéantissement théorique de ses options idéologiques de départ pour le compte d'une autre force : un parti politique qui pratique dans le syndicat l'entrisme, le noyautage.

Le refus affiché de l'idéologie et l'apolitisme sont alors la marque de cette prise en main de l'intérieur. L'expérience sur ce point est ancienne. En France, la «Charte d'Amiens» (1906) qui prétendait aux principes de neutralité, d'apolitisme, d'indépendance et de non-intrusion entre les sphères d'activité du syndicat (revendications salariales immédiates...) et celles des partis (auxquels reviendrait le choix de société et sa future gestion) a assuré successivement le triomphe des réformistes puis des marxistes-léninistes dans le mouvement social.

C'est contre cette conception que s'élève l'anarchosyndicalisme. Celui-ci reconnaît que la société actuelle est façonnée par trois grands types d'ordres : idéologique, politique, économique. La société dans laquelle nous vivons s'organise sur la base de l'exploitation d'une classe sociale et découle de la action concomitante et combinée dans le monde entier de ces trois ordres :

- ordre économique (capitalisme, quelle qu'en soit la nature juridique),
- ordre politique (étatisme, quel qu'en soit le régime),
- ordre idéologique (domination, quelles qu'en soient les variantes),

Leurs actions se combinent, se renforcent mutuellement. Ils se pérennisent dans leurs modes et rapports.

Dès lors, ne viser à changer, pour des raisons tactiques, qu'un seul des trois ordres est une erreur, car les deux autres ordres travaillent à rétablir continuellement celui qui se trouve momentanément en situation de faiblesse. Choisir un seul angle d'attaque, c'est, on le comprend dès lors, s'engager dans l'impasse du parcellaire et du fragmentaire. L'action du syndicat doit viser à agir simultanément sur ces trois ordres pour espérer un jour pouvoir entraîner une rupture globale, révolutionnaire.

### **Qui a besoin de la représentativité ?**

Le pouvoir a besoin de la représentativité, parce qu'il a

besoin d'interlocuteurs afin de contrôler l'action éventuelle des opprimés et de garantir à la classe dominante l'ordre social. La représentativité, c'est donc le problème du pouvoir, non celui des anarchosyndicalistes.

Nous refusons tout autant la comédie médiatique et la contestation spectaculaire, qui vident nos révoltes de leur sens en les réduisant à des images ridicules de manifestation-kermesses et de clowns champêtres.

Aussi, "nous ne parlons pas" aux journalistes comme aux autres valets du pouvoir. La pratique de la représentativité, tout comme celle de la visibilité médiatique est largement utilisée par le capitalisme et l'État pour maintenir la domination de classe. Il ne s'agit pas là de simples «outils» dénués de contenu mais au contraire d'instruments idéologiques, porteurs en eux-mêmes d'aliénation. De là leur incompatibilité de fond avec l'ensemble de la pensée libertaire.

Le premier argument que nous opposent les défenseurs de la représentativité repose sur une critique de la délégation suivie de l'affirmation que la représentativité est valable si elle est obtenue par l'action. Or, pourquoi une représentativité obtenue par l'action (même directe) n'aurait-elle pas les mêmes résultats négatifs qu'une représentativité obtenue par toute autre voie (élection) ? Voilà ce à quoi la réponse qu'on nous fait se garde bien de

répondre ! Car c'est pourtant là que se trouve le coeur du problème : c'est la représentativité qui crée la subordination, pas la façon dont on acquiert cette représentativité. Pour ne citer qu'un exemple, qu'on se rappelle l'histoire du « syndicat de combat » Solidarnosc, en Pologne dans

les années 1980, et le parcours de son leader le plus représentatif, Lech Walesa, devenu un laquais de l'État et du pouvoir après son élection comme député.

Un deuxième argument, plus tactique, est avancé : « on ne pourrait pas faire autrement, car sinon on n'aurait pas de droits ». Puisqu'on parle de droit formel, il est toujours utile de rappeler qu'en dépit d'une rumeur savamment entretenue par tous les professionnels du syndicalisme, les salariés du privé ont à ce jour, section syndicale ou pas, des droits. En particulier un droit essentiel : celui de se mettre en grève sans représentativité, sans délégué du personnel, sans délé-

gué syndical, sans élu à quelque comité que ce soit et sans préavis.

En pratique, la représentativité n'apporte aucun droit essentiel à l'ensemble des travailleurs. Elle apporte des avantages particuliers aux délégués (mais se tourne facilement contre eux s'ils ne comprennent pas assez vite que les avantages légaux qui leur sont octroyés le sont en échange de leur collaboration avec le patron !)

## COMBAT SYNDICALISTE

Numéro 199 Juin - Juillet 2005 1,50 €  
Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

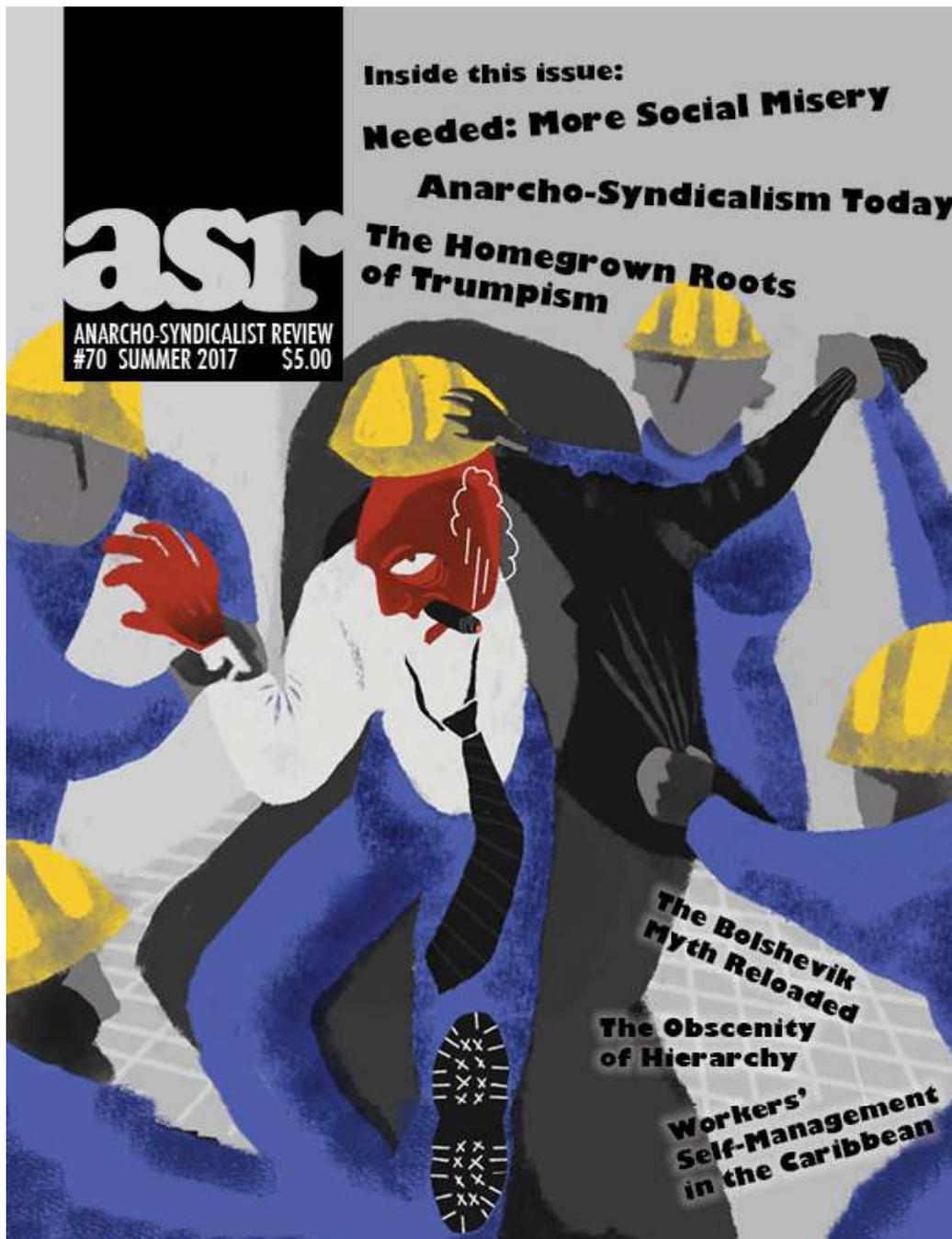
Leur vote  
est  
illusoire



Les acquis sociaux se gagnent  
par la lutte à la base !  
La révolution ne passe pas par les urnes !

**L'INSOUMISE**  
Librairie Anarchiste

2033, boul. St-Laurent, Montréal  
livres ★ périodiques ★ brochures ★ CDs ★ DVDs ★ etc.  
insoumise.wordpress.com



ASR is an independent syndicalist magazine, published since May 1, 1986 (originally as Libertarian Labor Review). We are an independent forum for critical, informed and constructive discussion of anarcho-syndicalist theory and practice. We are not affiliated with any organization. We take as our starting point the Principles of Revolutionary Unionism adopted at the 1922 conference of revolutionary unions that relaunched the International Workers Association, and the Industrial Workers of the World's Preamble.

Our outlook is internationalist. We stand in solidarity with working people everywhere, and in particular with those who, rejecting both state capitalism and state socialism as proven threats to the health of people and planet alike, seek peace and justice for themselves and their fellow workers through international labor solidarity.

You can set up a subscription or order specific issues through our Subscription or Store tabs. We can be reached at [anarchosyndicalistreview \[at\] gmail.com](mailto:anarchosyndicalistreview@gmail.com), or PO Box 42531, Philadelphia PA 19101.



# Organisation révolutionnaire et révolution sociale

*Vadim Damier, du KRAS-AIT Moscou avec la collaboration de la CNT-AIT Caen  
Confédération des Anarcho-Syndicalistes Révolutionnaires (KRAS – AIT Russie)  
Moscou, 2009*

## COMMUNISME ANARCHISTE

Nous sommes « communistes » au sens non vulgaire et non caricatural, à l'inverse de ce qui apparaît à tout bout de champ dans les pages de livres d'histoire et des médias (« régime communiste », « État communiste », « parti communiste », etc.). Le véritable communisme est d'essence anarchiste : anti-étatique (affirmation de la disparition de l'État) et anti-autoritaire. Cela signifie la commune libre et l'association des individus. Quand les opprimés et les exploités décident ensemble, dans les assemblées générales, comment ils vivent et ce qu'ils font pour s'entraider. Quand ils utilisent et mettent en commun par la collectivisation et la socialisation tous les biens et les produits de la terre, selon les mots du poète anarchiste du XVIII<sup>ème</sup> siècle, Sylvain Maréchal : « On utilise la lumière du soleil qui brille pour tous. » Malheureusement, en 1917, le sens de ce terme a été détourné et dénaturé par les bolcheviks, devenant ensuite la risée du reste du monde.

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, PIERRE AN- GULAIRE DE LA SOCIÉTÉ LIBRE

Nous sommes « communistes » dans nos idées, dans le but pour lequel nous œuvrons ; nous le sommes également dans notre lutte même. Nous sommes convaincus que, seules, les assemblées générales des usines, des services et des habitants de quartiers ou de localités doivent décider comment organiser les grèves (ou les révoltes), les manifestations et les meetings ; comment résister face à la répression des forces coercitives du système. Elles doivent décider, elles-mêmes, sans les représentants autoproclamés des partis, des syndicats, des députés ou des juges. C'est-à-dire rejeter toute forme de bureaucratie. De telles assemblées générales souveraines sont un gage de succès dans la lutte actuelle, mais aussi un prototype, voire une pierre angulaire de la société libre.

Anarchistes, si vous êtes pour les assemblées générales, puisque vous y voyez une pierre angulaire de la société libre, pourquoi considérez-vous nécessaire la création de « l'organisation anarchiste ouvrière » ? Le lecteur peut alors se demander à quoi servent de telles assemblées.

Commençons par le simple constat que les assemblées générales sont très rares dans la Russie contemporaine. La lutte est menée et conduite, ici, le plus souvent par les politiciens des partis et les bureaucrates syndicaux. Leur comité syndical décide de tous les aspects de la grève. Les ouvriers ne se réunissent que pour confirmer les décisions déjà prises par ce comité syndical. D'après eux, la masse, « incompétente », n'est pas capable de s'organiser par elle-même – leur opinion est, hélas, devenue banale. Brisons cette triste tradition coûte que coûte ! C'est pour cela qu'il est d'une importance vitale d'unir les opprimés et les exploités qui défendent le principe de souveraineté des assemblées générales.

Cependant, ces assemblées générales seules ne suffisent pas à ce jour, ce d'autant plus qu'elles ne se réunissent que lorsqu'une grève sérieuse éclate. Le pouvoir se manifeste très vite par les représentants des partis et des syndicats. Ceux-ci arrivent à prendre toutes les décisions sur la conduite de la lutte. Ce sont eux qui parlent, délibèrent et négocient avec les patrons et les autorités pour conclure des alliances sur les dos des travailleurs... Les opprimés et les exploités ne deviennent donc que des figurants, comme toujours sous le capitalisme. Outre ce phénomène, les masses « abdiquent » parfois même de leur souveraineté, confiant le soin de penser et de décider aux petits chefs improvisés et aux bureaucrates syndicaux.

## **Pourquoi ces choses se passent-elles ainsi ?**

Les assemblées générales sont généralement un lieu où se prennent les décisions, mais elles ne sont pas une fin en soi. On peut prendre des décisions très différentes, dans cette agora, qui sont contradictoires, voire incompatibles avec les intérêts des exploités et des opprimés en lutte. La forme est fondamentale, le contenu aussi, comme leur harmonie. Car le contenu des décisions est déterminé par ceux qui y participent par leurs besoins, leurs désirs, leurs idées et leurs convictions. Tout ceci dépend d'eux.

Bien sûr, l'homme est un être social (c'est sa spécificité biologique, si on veut). Son comportement est évidemment structuré par de multiples rapports qui peuvent impulser une profonde entraide et la solidarité. Mais les millénaires d'autorité, de domination et de propriété ont gravement déteint sur sa personnalité. Grâce à des vecteurs idéologiques (concurrence à outrance, poursuite d'avantages privés, égoïsme bestial, conformisme plat et consumérisme pervers), le capitalisme a largement contribué à aller dans cette direction. De plus, aujourd'hui, une fraction significative des exploités et des opprimés est prête à échanger sa liberté contre du confort, à se contenter des miettes acquises au prix d'efforts minimaux et, autant que possible, sans recourir à la lutte. Elle ne veut en aucun cas rompre avec le capitalisme.

Par conséquent, si nous voulons que les assemblées générales restent un lieu libre et indépendant, pour que les exploités et les opprimés soient maîtres de leur lutte et de leur destinée, tous les partisans de ce choix doivent s'unir résolument afin de le défendre. Pour mener à bien cette ambition, nous avons besoin d'une organisation révolutionnaire qui unit dans ses rangs les opprimés et les exploités qui veulent lutter consciemment pour le triomphe de la liberté, de la solidarité et de l'acratie. Si, dès à présent, peu de personnes rejoignent cette organisation révolutionnaire, nous sommes persuadés que nos idées convaincront tôt ou tard, dans un premier temps, une fraction significative des opprimés et des exploités.

## **NI PARTI NI GROUPE SPÉCIFIQUE IDEOLOGIQUE**

Est-ce que ça signifie que les partisans du « communisme libre » doivent créer un parti politique pour lutter contre le capitalisme sous toutes ses formes ?

Le mot parti contient en lui-même ce que nous refusons. Il signifie ni plus ni moins qu'une « parti-e » du peuple agit pour défendre ses propres intérêts de classe. Un parti se forme par ceux qui prétendent aux postes de chefs afin d'être des représentants institués. Ceux-ci veulent que les exploités et les opprimés leur confient le rôle de conduire la lutte. Les membres d'un parti agissent toujours selon les instructions venues d'en haut, même quand, par exemple, ils agissent à la base en direction du milieu populaire. – « Confiez-nous la représentation de vos intérêts. Nous ferons alors... » disent-ils aux opprimés et aux exploités.

Peu importe de quel parti il s'agit, parlementaire, d'avant-garde ou les deux. Dans le premier cas, les dirigeants tentent de représenter les intérêts des différentes classes de la société en promettant tout et n'importe quoi, mais en ne satisfaisant exclusivement que les détenteurs de la richesse et du pouvoir. Dans le deuxième cas, les dirigeants s'autoproclament comme une minorité éclairée du peuple, une élite naturelle qui n'est pas comprise et estimée par les maîtres du moment. Cependant, les objectifs et les tâches de ces partis sont toujours les mêmes : s'emparer du pouvoir, installer un gouvernement et abandonner continuellement, au final, les intérêts des opprimés et des exploités.

Nous n'avons pas l'intention de construire un parti politique. Nous ne voulons pas rester non plus un groupe idéologique de propagande qui se limite à la diffusion simple de nos idées, bien que nous soyons parfois forcés de commencer de cette manière. C'est trop peu pour nous de fréquenter la masse là où elle se trouve et de lui parler. Il est insuffisant pour nous d'aller aux meetings et aux assemblées générales des grévistes ou des habitants. Nous ne voulons certainement pas être un groupe idéologique qui produit des analyses, en synthétisant l'expérience de la lutte et en faisant la leçon aux frères de classe – guidés et dirigés de ses hauteurs scientifiques ou culturelles avec plus ou moins de morgue.

La théorie est morte sans la pratique. La conceptualisation pure dans une tour d'ivoire est impuissante sans une réelle confrontation dans le champ social, d'où l'on dégage l'enseignement de l'expérience. Des idées (a fortiori les nôtres, celles du « communisme anarchiste ») ne peuvent qu'avancer dans le monde que lorsqu'elles sont capables de générer une force sociale. Cela sous-entend, logiquement, que le mouvement social reprenne à son compte plusieurs de nos idées telles que l'acratie et l'action directe, avec l'idéal de liberté. Nous aspirons à ce que le mouvement social détruise ce système pour le remplacer par un nouveau.

La lutte contre le monde actuel de l'autorité, de la domination, de l'exploitation et de l'injustice commence en résistant contre chaque atteinte à notre vie et à notre liberté: des grèves pour l'augmentation du salaire, la diminution du temps de travail, la réduction de notre exploitation, par conséquent, et l'accroissement du temps libre, pour notre auto-développement ; des rassemblements contre la construction de maisons pour les riches et contre la

replanification commerciale des quartiers où nous habitons ; de l'opposition contre la construction et l'installation des industries produisant des énergies nuisibles à notre santé et à la nature. Autrement dit, elle commence par des actions au moyen desquelles les opprimés et les exploités défendent leurs droits et leurs intérêts de classe, jusqu'à pouvoir changer le système social.

Cela concerne avant tout la sphère du travail, qui nous asservit à chaque instant. C'est-à-dire dans la place que nous occupons au niveau du procès de fabrication, de production et de reproduction du capital (le lieu où nous vivons et où nous faisons nos études)... Notre absence de droits se trouve là où demeure le fondement de notre esclavage de tous les jours : l'extraction de la plus-value placée centralement dans l'immense mécanisme totalitaire de notre humiliation et de notre servitude. Nous passons la plupart de notre vie au travail, en vendant notre corps et notre cerveau pour un maigre salaire. Nous dépensons, ensuite, le reste du temps pour reprendre un peu d'haleine, nous détendre, bien dormir, nous mettre en « ordre relatif » et repartir afin d'être plus productifs et rentables. Nous sommes ravalés au rôle d'une machine qui est juste l'appendice d'autres machines de métal et de plastique. C'est précisément là où nous créons la plupart des biens indispensables pour la vie que nous dépendons totalement de n'importe quel caprice de nos maîtres (patron ou chef), qui usurpent les biens sociaux réalisés par nous-mêmes à leur seul profit... C'est pourquoi nous tentons de mettre la sphère du travail (l'entreprise ou le service où nous travaillons, l'école ou l'université où nous étudions) au centre de notre résistance contre le capital et l'État, qui nous oppriment, sans nier pour autant tous les autres aspects de la domination : le consumérisme, l'enfermement, la religion, la famille, etc.

## **PAS DE SYNDICAT SANS IDÉOLOGIE**

Quelqu'un pourrait nous suggérer d'entrer activement dans un syndicat ou d'en fonder un nouveau ? Nous devons répondre « non » !

Les syndicats ont émergé au XIX<sup>ème</sup> siècle pour remplacer le plus souvent les associations des producteurs (les corps de métiers ou les unions), dissoutes et détruites par le capitalisme. En s'unissant dans les unions selon les professions, les ouvriers ont tenté de s'entraider dans le travail et la vie. Beaucoup de ces unions ont justement agi comme des sociétés de résistance en luttant pour

l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la diminution du temps de travail. Ces ouvriers ont également agi souvent de manière révolutionnaire, en menant des grèves agitatrices ou des grèves générales. Ils ont aussi favorisé l'émergence d'une culture ouvrière qui s'opposait au capitalisme. Car elle proclamait clairement et ouvertement une finalité révolutionnaire.

Néanmoins, toutes les organisations syndicales, y compris même les plus révolutionnaires, ont toujours eu une faiblesse. Elles ont été conçues en partant des conditions matérielles des travailleurs dans la société existante. Certes, celles-ci étaient liées au contexte d'horrible misère des deux siècles précédents. Le capitalisme n'entendait satisfaire aucun besoin des travailleurs, jusqu'à ce qu'il fût mis au pied du mur, à savoir : la possibilité d'en finir avec lui. Toutefois, cette épreuve a été perdue par les travailleurs. Il s'est trouvé que le capitalisme, dans sa variante industrielle, s'est restructuré par l'avènement du fordisme et du taylorisme. Ces derniers se sont caractérisés par « une production impersonnelle de masse », fondée sur le découpage et le chronométrage des tâches (parcellisation), l'apparition des chaînes ou des lignes de montage, etc. En se passant d'un certain « savoir-faire technique » des ouvriers, les capitalistes pouvaient donc réduire les frais de production. Des produits standards ont commencé à envahir le marché, en stimulant le jeu de l'offre et de la demande. La bourgeoisie humaniste et progressiste (via l'État) a été capable d'accepter un certain nombre de revendications immédiates des ouvriers. Elle y a parfaitement trouvé son compte : le taux de productivité s'est intensifié au maximum tout en pressurant davantage la force de travail par une diminution du temps de travail ; la masse salariale s'est élevée, tout en conservant et en réalisant d'énormes gains. Le mieux-être des travailleurs n'a pas forcément engendré la destruction du système.

En ne restant que dans le cadre de ce dernier, au lieu de lutter pour une autre société, les syndicats se sont également ouverts aux opprimés et aux exploités possédant des convictions très différentes, qui ne voulaient pas nécessairement risquer une rupture avec le capitalisme et l'État, préférant même chercher des maîtres plus conciliants, comme les chefs des partis socialistes, puis les bolcheviks. En confiant la lutte pour leurs intérêts aux mains de ces aventuriers avides de pouvoir, les membres des syndicats se sont limités volontairement à la défense du niveau de vie : le pouvoir d'achat (si l'on préfère). Une dualité a ainsi émergé : la lutte politique aux partis et la

lutte économique aux syndicats. Ces derniers se sont peu à peu réorganisés selon le même schéma de la représentation parlementaire. Une bureaucratie a grandi et est devenue omnipotente à l'intérieur des organisations syndicales. Ces membres ont été rabaisés à de simples figurants : payeurs de cotisations et exécutants de décisions prises par la bureaucratie. Finalement, les syndicats sont aujourd'hui des appareils idéologiques d'État, bien qu'ils s'en défendent, soi-disant, au moyen du neutralisme idéologique (même le syndicalisme révolutionnaire).

Nous ne voulons pas de ce syndicalisme revendicatif qui négocie uniquement un meilleur taux de la valeur de la force de travail. Nous refusons de nous contenter de l'amélioration simple de notre situation d'esclave moderne. Nous n'acceptons pas que l'on parcellise, fragmente et cloisonne la lutte contre le système. L'idéologique, le politique, l'économique, le culturel... sont interdépendants, consubstantiels, voire dialectiquement et transversalement liés. Nous souhaitons vivre non seulement mieux, mais aussi autrement. Nous voulons juste être libres !

## **UNION OUVRIÈRE À FINALITÉ COMMUNISTE ANARCHISTE**

L'organisation révolutionnaire que nous voulons construire n'est ni un parti et ni un syndicat. Elle est dans son mode d'organisation une union (ou association) ouvrière, rassemblant les travailleurs qui résistent contre l'exploitation et l'oppression de tous les jours, dans le cadre des revendications immédiates (énumérées précédemment), ces dernières n'étant pas une fin en soi. L'union ouvrière – ou plutôt, « sociétés ouvrières de résistance » – ne sont pas fondées uniquement que sur celles-ci. Elles sont seulement un moyen pour qu'ils prennent conscience de leur subjectivité (une classe en soi et pour soi), lorsqu'ils font preuve de solidarité et d'entraide pendant la lutte, lorsqu'ils en viennent à remettre en cause l'autorité, l'oppression, la propriété, l'inégalité, etc.

En défendant de front tous leurs droits, les travailleurs pourront seuls surmonter l'égoïsme, acquérir la dignité humaine en se réveillant de la léthargie séculaire et en se rendant compte aussi qu'il faut en finir entièrement avec le système capitaliste. C'est pourquoi nos sociétés ouvrières de résistance (professionnelles et interprofessionnelles) sont en même temps des organisations idéologiques dont la finalité est le « communisme anarchiste ».

Nous sommes donc pour l'union ouvrière qui regroupe les travailleurs pleinement conscients des principes du « communisme anarchiste ». C'est-à-dire qu'ils sont libres de toute forme de bureaucratie, de politiciannerie et d'ar-rivisme. Toutes leurs décisions sont prises dans les as-semblées générales ou à l'échelle supérieure d'un niveau local par leurs mandatés. Ces derniers sont seulement la « voix » de ceux qui les ont désignés.

Ces unions ouvrières ont la vocation de réaliser un tra-vail idéologique de propagande et culturel pour diffuser les principes et la finalité du « communisme anarchiste », en paroles et en actes. Ces

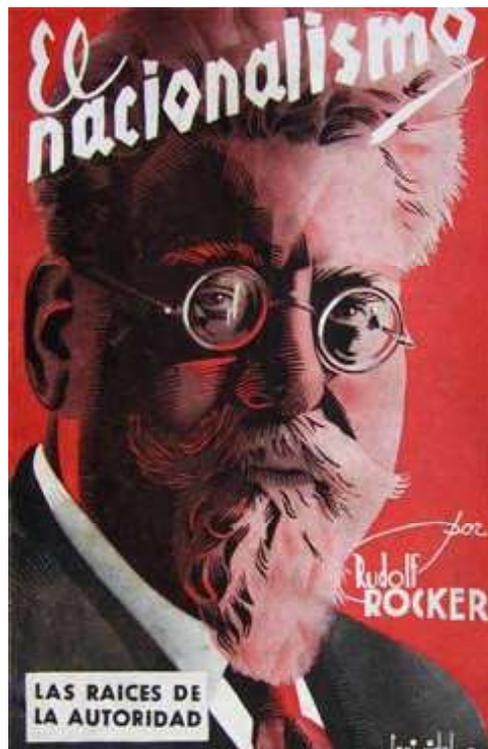
unions ouvrières doivent être en capacité de préparer, mener des grèves et autres actions contre le joug du capital et de l'État. Notre but est que les travailleurs

s'imbibent des positions du « communisme anarchiste », qu'ils commencent à penser et agir comme tel, indépen-damment de nos unions ouvrières.

Alors, les assemblées générales créées par eux – aujourd'hui si rares et si instables – peuvent se transformer, dans le futur, en des structures régu-lières, constantes et permanentes issues de l'auto-organisation et de l'autogestion sur la base du com-munisme libre.

Nous appelle-rons celles-ci les conseils, les soviets ou les assemblées populaires (se-lon les us et coutumes de chacun). Alors, en nous inspi-rant des idées et des principes du « commu-

nisme anarchiste », nous, les exploités et les opprimés, irons au grand soir, à l'assaut ultime des bastions de ce vieux monde.



Le poète philosophe indien Tagore a dit de la nation qu'elle était « l'égoïsme organisé ». Cette définition est bien choisie si ce n'est que l'on ne doit pas oublier qu'il s'agit toujours de l'égoïsme organisé d'une minorité de privilégiés qui se cache derrière le paravent de la nation, c'est-à-dire derrière la crédulité des larges masses populaires. On parle des intérêts nationaux, du capital national, des débouchés nationaux, de l'honneur national et de l'esprit national, mais nous oublions que derrière tout cela se cachent les intérêts égoïstes de politiciens avides de pouvoir et d'hommes d'affaires rapaces, tout cela n'étant pour eux qu'un moyen commode de masquer aux yeux du monde leur cupidité personnelle et leurs manigances politiques.

-Nationalisme et culture, Rudolf Rocker

publié en 1936 en espagnol et 2008 en français



Ce qui définit l'autonomie ouvrière comme pratique sociale, c'est sa capacité à créer des relations sociales d'un nouveau genre, qui se structurent en antagonismes ouverts avec les relations sociales existantes dans la société capitaliste. Dans quel sens ?

Dans le sens où l'autonomie ouvrière s'exprime par la pratique de l'action directe contre le capital, sur les lieux de production — épine dorsale du capitalisme. Cette action directe unifie le pouvoir de décision et d'exécution, élimine la division entre travail manuel et intellectuel, abolit la séparation entre dirigeants et dirigés, et fait cesser la représentation par la délégation de pouvoir.

VOIR AUSSI LA VERSION AUDIO DU TEXTE

**[HTTPS://VOSSTANIE-EDITIONS.BLOGSPOT.COM/](https://vosstanie-editions.blogspot.com/)**



# Algérie: un féminisme de haute lutte

*George Rivière  
Algérie, Juin 2016*

Parce qu'elle a été systématiquement minorée par une histoire faite par et pour les hommes, il a fallu une constance à toute épreuve de la part de femmes pour rendre visible leur présence active, créatrice, originale dans la politique, les luttes sociales, le syndicalisme, les sciences et les arts, jusque dans les diverses mythologies dominées par le pouvoir du mâle.

Les mouvements féministes, ou les luttes que l'on peut définir sous ce terme générique, partout dans le monde, se manifestent avec une vigueur inégalée, en Amérique latine, aux États-Unis, en Europe, en Afrique... Qu'en est-il en Algérie ?

Dans l'histoire douloureuse de l'Algérie ont toujours émergé de grandes figures féminines, celles de la Kahena-Dihya au VIIe siècle, cheffe militaire qui souleva les tribus berbères contre l'invasion des arabes Ommeyyades, de Tin Hinan, reine ardentes des Touaregs, de Lalla Fadhma N'Soumer une des grandes figures de la résistance aux colonisateurs français au XIXe siècle (du nom de cette femme qui en 1857 cassa tous les tabous, conduisit un soulèvement de 7000 hommes contre les troupes françaises). Ce sont les plus connues.

Plus récemment, il y a les combattantes de la guerre de décolonisation qui y ont joué un rôle considérable, les Moudjahidate (combattantes) Hassiba Ben Bouali, Loui-

sette Ighilahriz, Hassiba Ben Bouali, Djamila Bouhired, Djamila Boupacha, Alice Cherki... Âgées maintenant, on voit encore certaines d'entr'elles manifester dans les rues, et soutenir indéfectiblement les revendications du mouvement féministe. On peut même se demander si leur « panthéonisation » n'est pas une façon de signifier qu'elles sont hors norme, renvoyant la masse des femmes à une « normalité » sociale de dépendance.

Leur histoire est une histoire de sang et de courage. Et pourtant...

## Et pourtant...

... Et pourtant, elles sont toujours minorées « ... moitié du peuple algérien... oubliée des historiens, des acteurs et des témoins de cette guerre » — dit l'historienne Djamila Amrane en parlant de la guerre de libération nationale — en butte à un patriarcat qui a tout façonné, interprété, essentialisé, dans toutes les sphères sociales, les cantonnant à la périphérie des centres de décision.

Pour celles-ci, qui sont connues, combien de dizaines de milliers de femmes ignorées, infirmières des maquis, paysannes des douars cachant les armes et les combattants, passeuses de message et d'armes, femmes de ménage allant au renseignement? L'universitaire Natalya Vince dans ses recherches note que « la proportion des femmes reconnues sous-estime largement la contribution considérable des femmes rurales » à la lutte. Sur 336 784 anciens combattants reconnus par le ministère des Moudjahidine algérien seules 10 949 femmes sont pensionnées.

Et pourtant ces femmes-là, honorées par des plaques de rues et d'avenues, seront — à l'Indépendance — renvoyées au fourneaux et aucune d'entr'elles n'aura de place déterminante dans les sphères du pouvoir politique de l'Algérie indépendante. Il en va d'ailleurs de même en France, comme l'explique l'historienne Christine Levisse-Touzé, relevant que sur 1 038 « compagnons de la libération », « seuls six sont des femmes ».

## Un combat renouvelé

Dans l'été 1984, en catimini, malgré la mobilisation d'associations de femmes, le parlement FLN (parti unique à l'époque) vote le Code la famille, code du statut personnel,

qui — en contradiction avec la constitution qui instaure l'égalité des droits, tout en précisant quand même que l'Islam est religion d'État (article 2 de la Constitution) — se fonde précisément sur la loi islamique (Charia) pour rendre les femmes mineures à vie et dépendantes du bon vouloir des hommes.

Dès lors la revendication de lois civiles et égalitaires, l'abrogation du code de la famille, va devenir un des curseurs de la lutte démocratique avec celle la reconnaissance de la diversité culturelle.

On voit clairement que la lutte des femmes est un mouvement de fond qui traverse les générations, celle de la guerre de libération (Moudjahidate), celle du Code de la famille/code de l'infamie selon le slogan, celle de la jeune



génération qui reprend le flambeau avec de nouveaux outils et de nouveaux contenus se rajoutant aux anciens: affirmation de la diversité des genres, lutte contre les féminicides, éco-féminisme, relations nord-sud.

Le carré féministe qui regroupait plusieurs générations de femmes, dont des moudjahidates, eut ainsi à supporter agressions physiques, insultes, rejet, mais résista toujours en exigeant des lois civiles égalitaires.

En face, en opposition ou en guerre déclarée, de multiples adversaires se sont dressés.

## Des anti-féministes inattendus

Le premier adversaire est l'État lui-même, qui a généré et entretenu le Code de la famille, et — sur fond de répression du mouvement social — fait des concessions fondamentales aux islamistes et aux secteurs les plus conservateurs de la société. Il est d'ailleurs significatif que pour les prochaines élections législatives, en juin 2021, la parité qui avait été concédée ait même disparue !

Le second est l'islamisme, pour qui la femme est un être secondaire, essentiellement lié à la reproduction de l'espèce, impur par essence, butin toutefois, et qui utilise tous les moyens, y compris l'assassinat, pour arriver à ses fins : détruire cette âme de la résistance algérienne, l'essence même de son histoire, de sa culture traditionnelle, pour importer des modèles exogènes, wahhabites, et en faire un État islamique.

Le troisième a été ... ou est encore, une gauche pour laquelle ce qui ne s'appelait pas encore féminisme a souvent été considéré comme mineur, marginal, voire diviseur, et en tout cas secondaire par rapport à l'essentiel du mouvement social. Cela peut paraître paradoxal et peu compréhensible si on ne comprend pas le patriarcat comme un modèle structurant, intériorisé. La vision patriarcale a largement traversé le mouvement socialiste, y compris le mouvement libertaire. Le cas de Proudhon est emblématique qui, dans « La pornocratie ou les femmes dans les temps modernes » refuse à celles-ci « toute espèce de droit et d'initiative politique », déclarant que « ...pour la femme, la liberté et le bien-être consistent uniquement dans le mariage, la maternité, les soins domestiques, la fidélité de l'époux, la chasteté. » Position sexistes extrêmes que récuseront certes Marx et Bakounine, sans toutefois en faire un sujet important et en refusant par exemple que

les femmes de la 1er Internationale puissent y avoir une existence spécifique.

Pendant la révolution espagnole de 1936 il est significatif qu'à l'intérieur du mouvement dit républicain (POUM, PSUC) les organisations féminines n'aient eu qu'un rôle de soutien et qu'au sein même du mouvement libertaire, théoriquement égalitariste, les militantes aient de telles difficultés à s'imposer, à s'exprimer dans les congrès, qu'elles se constituèrent en mouvement spécifique : les « Mujeres libres ».



En Algérie, dans « le camp démocrate », pendant le gigantesque mouvement de contestation sociale qui pendant deux ans a occupé la rue chaque vendredi, l'affirmation d'un mouvement féministe spécifique, identifié sous le nom de « carré féministe », nourrissant le mouvement de ses revendications égalitaires, a suscité bien des remous et bien des critiques. Reprenant la vieille antienne des lendemains qui chantent, les « ce n'est pas le moment », « cela divise le mouvement », il participa à désincarner le mouvement, à diluer son contenu concret dans un dédagisme généralisé. Mais comment pourrait-on s'identifier à un mouvement s'il n'est pas porteur d'un projet de société et

qu'il ne nous reconnaît pas ? Comment éclairer ce projet s'il n'est pas basé sur l'expression claire des revendications des opprimé.e.s, et comment pourrait-il être porté sinon par les opprimé.e.s eux/elles même ? N'est-ce pas ainsi que la classe ouvrière a dû s'imposer dans sa spécificité face à la démocratie bourgeoise ? Que les colonisés, une fois l'illusion assimilationniste dévoilée, ont pu conquérir leur indépendance ? Il suffit de relire Aimé Césaire. Ou Frantz Fanon. « Il n'est pas de sauveur suprême / Sauvons nous nous-même... »

Et pourquoi en serait-il différents pour les féministes ?

## Le féminisme fait peur... ou réjouit

Oui, et pourquoi? Parce que le système patriarcal y trouve un danger de mort et la théorie révolutionnaire qui lie théorie et pratique, individu et collectif un accomplissement. Car il établit une horizontalité, une transversalité, en traquant les mécanismes de domination dans les racines même de la vie quotidienne, la famille, le couple, l'éducation, la sexualité, le langage, le productivisme conquérant et sans limite. Il renverse la pyramide des pouvoirs, et refuse la séparation du privé et du collectif.

Parce que, combattant tous les mécanismes de domination, il est parvenu à une remise en question de toute

la société. Dans son numéro de février 2021 la revue « Chroniques noir et rouge » fait ce constat « ...c'est grâce au féminisme général que les anarchistes ont retrouvé leur propre histoire oubliée ».

Comme le dit Ferial Lalami dans la revue Recherches féministes : « ...il ne s'agit pas de chercher à gagner davantage de place dans le monde des hommes mais de se projeter dans l'invention d'une autre société. »

C'est à la confluence de la revendication égalitaire, du collectif réinventé, de l'anti-capitalisme, de l'écologie et du refus de toute forme de domination, que se situe la démarche d'une militante de l'association Tharwa N'Fadhma N'Soumer que nous avons rencontrée.

---

# Entretien avec Iss

*militante anarcho-féministe algérienne*

**Tu es militante féministe en Algérie, et actuellement le pays est traversé par un immense mouvement populaire, le Hirak, qui dure depuis plus de 2 ans, s'est interrompu un moment pendant la pandémie et reprend maintenant... Comment t'y insères-tu en tant que féministe ? On parle beaucoup du « carré féministe ».**

Le pays a connu une révolution sociale qui s'est enclenchée un certain 22 février 2019, et c'est de loin son caractère spontané, indépendant, mais toutefois coordonné qui a propulsé les différentes revendications sociales. On y voit une Algérie qui peut-être plurielle, et comment cette pluralité peut constituer une force déterminée, pacifique, face à un pouvoir dévastateur. La maturité et la solidarité sociale ont créé une cassure au sein du système en place. Et cette faille c'est le mouvement populaire, c'est le Hirak.

En tant que militante et activiste féministe je porte mes propres revendications de citoyenne au sein de ce mouvement populaire. Mes revendications sont pour l'heure purement féministes car l'urgence à mon sens reste la femme, et aucune fraction de la terre ne peut être véritablement libre, sans que les femmes ne le soient à leur tour. De ce fait, je milite contre toutes les formes de dominations sexistes, dont la domination patriarcale qui reste



Photo de Iss Crédit Photo: Mohamed Amine Berrah

omniprésente dans notre société et qui prend racine au sein de toutes les sphères de la vie. Concernant le carré féministe, bien que je milite au sein d'une association féministe, je reste indépendante, et je rejoins la marche au milieu des hirakistes sans distinction ni inscription aucune : aujourd'hui je peux marcher à côté des socialistes, demain à côté des communistes, cela ne fait de moi ni une socialiste, ni une communiste, mais une citoyenne indépendante, à part entière, qui se bat aux côtés des diverses minorités.

**Dans la rue, pendant les marches, comment a été compris l'affirmation spécifique des féministes dans la rue ? Certains « progressistes » disaient qu'il fallait être avant tout unis contre le système et que ce n'était pas le moment. Qu'en penses-tu ?**

Oui certes, et c'est de loin ma plus grande déception aussi bien en tant que personne humaine qu'en tant que citoyenne. On ne cesse de nous répéter que « ce n'est pas le moment » et ce, depuis l'indépendance. Cela dit, ayant appris de l'histoire, nous ne laisserons pas les erreurs passées se répéter. Nos revendications s'inscrivent aussi bien dans l'urgence que dans la survie. Il n'y a pas de démocratie sans égalité sinon c'est une grosse farce. Alors à un moment faut arrêter : et que ceux qui viennent contrecarrer nos revendications s'informent sur le sens que véhicule la démocratie.

Le combat reste rude, car affirmant des opinions qui ne s'inscrivent dans aucun courant de pensée en Algérie, on se sent déjà très seule. Mais de là à voir des pseudos progressistes taire les revendications les plus élémentaires c'est extrêmement énervant.

**Quelle est la situation actuelle des femmes en Algérie ?**

Elle est difficile et violente. La récente et terrible agression de neuf enseignantes à Bordj Badji Mokhtar en porte le témoignage.

La violence à l'encontre des femmes est un problème universel qui touche des millions d'entre elles à travers le monde, quelle que soit leur culture, leur appartenance sociale ou leur niveau d'instruction.

Nous avons même des difficultés à faire reconnaître le

mot « féminicide ». Il doit être reconnu dans les médias. C'est aussi mon combat, en tant que journaliste et que féministe ...

La multiplication des enquêtes sur cette réalité, la pression des mouvements de femmes et des associations des droits humains pourraient conduire à des progrès importants de la législation si la mobilisation était plus forte, si nous étions mieux soutenues.

En Algérie, les données existantes sont rares et tout à fait parcellaires. Quelques statistiques existent néanmoins, et proviennent du monde associatif. Celles-ci ont fourni des informations montrant qu'ici, comme ailleurs, c'est au sein de l'espace familial que les femmes sont le plus exposées à diverses formes de violence. Le code de la famille condamne les femmes dans et hors la cellule familiale à être mineure à vie. Par exemple l'inégalité dans l'héritage, la femme n'ayant droit qu'à une petite part, fait que sa situation économique n'est « presque » jamais égale à celle d'un homme. Il ne lui reste que l'autonomisation, la conquête de l'indépendance économique, et il faut beaucoup de courage pour sortir de son foyer, faire de longues études et travailler par la suite. La plupart



finissent par se marier sous les différentes pressions d'ordre économique et social et deviennent des outils de reproduction. C'est le principe même du patriarcat. Une autre étude montre que l'Algérie a le plus grand taux de femmes ingénieures dans le monde alors qu'il n'y a que 18% de femmes sur le marché du travail.

**On pourrait parler de 3 grands moments historiques de la lutte des femmes algériennes, celui des Moudjahidat, de la génération « vingt ans barakat », et la tienne, celle des réseaux sociaux, de l'hyper connectivité. Quel est votre lien avec ce passé somme toute récent ?**

Pour ma part, je suis descendante directe de la génération qui a scandé dans le temps « abrogation du code de la famille » plutôt que de celle qui a scandé « amendement ». Il n'y a pas d'amendement possible dans ce qui est un code du mépris. Je regrette que ceci ait créé des fissures dans le mouvement féministe algérien. Après toutes ces années passées, et après les expériences vécues, certaines s'escriment encore et en vain à obtenir

sité dans laquelle nous nous trouvons d'y apporter une réponse. Cette crise structurelle compromet gravement les systèmes écologiques qui rendent la vie possible. Cela représente une grave menace pour les moyens de subsistance et les droits des peuples. Nous savons que lorsque les systèmes hydriques sont menacés, le droit fondamental à l'eau l'est également. Lorsque les monocultures augmentent, la biodiversité est perdue ou lorsque les changements climatiques sont exacerbés, la production alimentaire est menacée. Nous devons démanteler le système d'oppression et d'exploitation qui se reproduit aussi dans la nature. Ce qui est nouveau c'est que nous faisons le lien entre la domination patriarcale, sa violence, son mépris, et la domination incontrôlée, productiviste, en un mot capitaliste, sur la nature.



**Tu fais partie d'une association, laquelle ?**

Oui, comme je vous l'ai dit, je fais partie de l'association féministe Tharwa N'Fadhma N'Soumer (vous avez dit qui était cette femme).

Elle a été créée par deux infatigables militantes féministes, Ourida et Yasmina Chouaki en 1997 pour l'abrogation du Code de la famille et l'instauration de loi civile et égalitaires.

Depuis près de deux années nous avons amené une nouvelle forme d'organisation qui est innovante en Algérie. Beaucoup d'associations sont organisées sous un mode très hiérarchique et pyramidal.

des modifications à la marge. La situation des femmes ne s'est pas vraiment améliorée. Il y a donc continuité avec l'action de « vingt ans barakat » (vingt ans de code la famille ça suffit) entreprise par les associations SOS femmes en détresse et Tharwa N'Fadhma N'Soumer, dont je fais partie.

Nous, nous nous sommes organisées en bureau collégial, avec une présidence tournante, ce qui permet aussi aux nouvelles militantes de s'affirmer dans la lutte et d'acquérir certains mécanismes aussi bien sur le terrain qu'en ayant accès aux formations à l'instar des « anciennes ».

**Y a-t-il de nouvelles problématiques féministes ? De nouvelles revendications ?**

Oui, bien sûr. Il y a par exemple l'émergence d'une autre lutte féministe, celle de l'Éco-féminisme. Plus que jamais nous sommes confrontées à des crises systémiques dont l'origine et les racines sont profondes, et il y a la néces-

**Y a-t-il de nombreuses associations féministes ? Existent-elles sur tout le territoire ? Quelles sont leurs différences ? Travaillent-elles ensemble ?**

Oui, certainement, il existe de nombreuses associations féministes sur le territoire algérien, la différence la plus flagrante qui existe entre ces associations, comme je l'ai dit, est liée aux revendications concernant de Code la

famille ; certaines sont radicales et réclament son abrogation pure et simple, tandis que d'autres optent pour la réforme en revendiquant par exemple simplement l'abrogation d'articles de loi. Or c'est l'existence même de ce code qui légitime l'écrasante domination du patriarcat.

Notre association, travaille énormément en collaboration avec l'association féministe FARD Femmes algériennes revendiquant leurs droits, présente à Oran, ou encore l'association féministe Assirem yellis n'Djerdjer de Tizi-Ouzou qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes revendications.

**Tu te définis comme anarchiste. Je connais peu de personnes qui se définissent comme telles en Algérie. Ça veut dire quoi pour toi ? Ça ne doit pas être évident.**

Le chemin est très long pour l'être véritablement, mais j'y travaille et je tends vers cette philosophie de vie car elle constitue pour moi la solution à tous nos maux. Depuis le temps nous voyons les dommages engendrés par l'organisation verticale de la société, et l'humain ne cesse de courir vers sa propre fin en restant sur des positions ravageuses.

Être anarchiste et féministe en Algérie « Anarcha-féministe » est une lutte quotidienne puisque cette fraction de la terre est le berceau de tout ce que l'anarchie réprovoque, cela signifie, se préparer à une certaine solitude : je parle de la solitude de l'esprit.

**Comment t'es-tu informée de cette philosophie politique ? Il n'y a pas de courant politique anarchiste en Algérie.**

La première fois que j'ai entendu parler d'anarchisme j'étais encore adolescente. Amoureuse invétérée de l'érudition, le savoir sous toutes ses formes, durant mes activités de recherche, j'ai rencontré cette philosophie qui m'a sur le champ entièrement conquis. À mesure que je lisais entre histoire et définitions en passant par des figures telles que Louise Michel, Élisée Reclus, Bakounine et bien d'autres encore, en me documentant sur ce qu'était cette notion jusqu'alors ignorée, j'ai cessé de me sentir seule.

En Algérie bien que j'aie déjà croisé sur mon chemin certaines personnes qui se définissent comme anarchistes,

je n'ai à ce jour rencontré aucun courant politique qui s'inscrit dans cette vision.

**Quel lien fais-tu entre féminisme et lutte des classes ?**

Le féminisme aspire à s'affranchir de l'assujettissement au système patriarcal qui constitue de loin la toute première hiérarchie et manifestation dans la société algérienne de la domination des hommes sur les femmes. Ainsi, le combat contre le patriarcat pour l'émancipation des femmes est indissociable de toutes les luttes contre l'exploitation de l'humain par l'humain, contre l'oppression économique, l'État et contre le système en place qui gangrène le pays depuis l'indépendance. La liberté, la justice sont un tout qui ne peut-être fragmenté.



**Quel lien fais-tu entre anarchisme et féminisme ?**

À mon sens anarchisme et féminisme sont intrinsèquement liés puisque les deux contestent toute forme d'assujettissement de hiérarchie et de domination entre une personne humaine sur une autre personne humaine. L'Anarchie prône un processus de prise de décision qui se veut égalitaire, participatif, et consensuel. Le féminisme lutte contre l'oppression et la domination des femmes par les hommes et pour l'affranchissement de celles-ci en instaurant l'égalité entre les sexes. Aussi, le féminisme insiste pour que le processus de prise de décision soit délibératif et consensuel. Pour ces raisons, l'anarchisme ne peut faire entorse au féminisme et vice-versa.

# Journal Liberté Ouvrière

No 1 août 2021 - Montréal

<b>À propos de ce journal</b> .....	1
<b>Pour l'anarcho-syndicalisme</b> .....	2
<i>Ariane</i> <i>Suisse, 2021</i>	
<b>L'anarcho-syndicalisme: les principes</b> .....	4
<i>D.R.</i> <i>Québec, 1982</i>	
<b>Vers l'anarcho-syndicalisme: quelques pistes</b> .....	6
<i>Marcel Hubert</i> <i>Québec, 1982</i>	
<b>Anarcho-syndicalism Today</b> .....	10
<i>Jon Bekken</i> <i>USA, Summer 2017</i>	
<b>Le pan-syndicalisme intersectionnel</b> .....	14
<i>Institut de Recherche sur les Mouvements sociaux (IRESMO)</i> <i>France, 2017</i>	
<b>Les anarchistes et la commune de Paris</b> .....	16
<i>Jean-Philippe Crabé</i> <i>France, 2021</i>	
<b>Syndicalisme révolutionnaire</b> .....	20
<i>Luis Andres Edo</i> <i>Espagne, 1984</i>	
<b>A few words about Workers Solidarity Alliance</b> .....	24
<i>Sachio Ko-yin</i> <i>USA, 2021</i>	
<b>Notes on the life of Eduardo Vivancos 1920-2020</b> .....	26
<i>Reddebrek</i> <i>2021</i>	
<b>L'anarchosyndicalisme aujourd'hui</b> .....	28
<i>Confédération Nationale du Travail - section française de l'Association Internationale des Travailleurs</i> <i>2010</i>	
<b>Organisation révolutionnaire et révolution sociale</b> .....	32
<i>Vadim Damier, du KRAS-AIT Moscou avec la collaboration de la CNT-AIT Caen</i> <i>Moscou, 2009</i>	
<b>Algérie: un féminisme de haute lutte</b> .....	38
<i>George Rivière</i> <i>Algérie, Juin 2016</i>	
<b>Entretien avec Iss</b> .....	41
<i>militante anarcho-féministe algérienne</i>	

